

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
Genève

RAPPORT 2006 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

DEUXIÈME PARTIE: Développer les capacités productives CHAPITRE 4



NATIONS UNIES
New-York et Genève, 2006

Offre de main-d'œuvre et absence d'emploi productif

A. Introduction

La main-d'œuvre est une importante ressource de production des PMA, et une difficulté majeure à laquelle ils sont confrontés pour développer leurs capacités productives consiste à faire en sorte qu'elle soit employée davantage et de manière plus productive. Presque tous les PMA souffrent d'un déséquilibre entre le taux de croissance de la main-d'œuvre, qui est très élevé par suite de la croissance démographique, et la vitesse de l'accumulation de capital et du progrès technologique, qui, comme on l'a vu dans les deux chapitres qui précèdent, est généralement basse. En conséquence, la plupart des travailleurs doivent gagner leur vie à la sueur de leur front, avec des outils et du matériel rudimentaires, peu d'instruction et de formation et une infrastructure médiocre. La productivité de la main-d'œuvre est faible et le sous-emploi est généralisé.

C'est là que réside la cause fondamentale de la pauvreté persistante des masses dans les PMA. Dans la plupart de ces pays, l'extrême pauvreté n'est pas liée essentiellement au chômage pur et simple; elle découle plutôt de ce que la main-d'œuvre travaille généralement pour un très petit salaire qui est insuffisant pour hisser le niveau de vie des ménages au-dessus du seuil de pauvreté. Il y a dans cette situation deux causes immédiates de pauvreté: i) le sous-emploi, et ii) la faible rentabilité du travail (Osmani, 2005). Le sous-emploi est perceptible le plus clairement lorsque des gens ne travaillent pas à temps complet en termes de nombre total d'heures par semaine ou de jours par année. Il peut y avoir aussi du «sous emploi déguisé» lorsqu'une personne travaille à temps complet, mais avec une intensité très faible, dans une entreprise familiale (par exemple, une exploitation agricole ou un petit commerce) au sein de laquelle le travail et le revenu sont partagés entre tous les membres du ménage. Toutefois, même lorsqu'ils travaillent à plein temps et avec une forte intensité, beaucoup d'habitants des PMA ne peuvent gagner qu'un très petit revenu. Là encore, d'après Osmani (2005), la situation tient aux facteurs suivants: i) ces travailleurs sont en concurrence avec de nouveaux venus sur le marché de l'emploi qui ont un très faible salaire de réserve (chômeurs et personnes sous-employées qui constituent un gros excédent de main-d'œuvre); ii) productivité faible (peu de qualifications professionnelles, technologie médiocre ou facteurs complémentaires insuffisants); et iii) termes de l'échange défavorables (faible prix des produits ou coût élevé des facteurs).

La création de possibilités d'emploi productif pour une main-d'œuvre grandissante est un problème socioéconomique majeur dans la plupart des PMA, mais est aussi un atout majeur pour l'économie. En mobilisant les énergies latentes et l'esprit d'entreprise d'une main-d'œuvre sous-utilisée, on devrait pouvoir non seulement atténuer la pauvreté mais aussi accélérer la croissance. Comme on l'a vu au chapitre 2, on peut obtenir dans les pays très pauvres des taux de croissance élevés grâce à l'investissement et à l'innovation dans des activités où les rendements sont en hausse et qui présentent de puissants effets d'entraînement. Dans les pays en développement qui réussissent, le processus a été soutenu par une offre élastique de main-d'œuvre et de capital pour les

La main-d'œuvre est une importante ressource de production des PMA, et une difficulté majeure à laquelle ils sont confrontés pour développer leurs capacités productives consiste à faire en sorte qu'elle soit employée davantage et de manière plus productive.

On peut obtenir dans les pays très pauvres des taux de croissance élevés grâce à l'investissement et à l'innovation dans des activités où les rendements sont en hausse et qui présentent de puissants effets d'entraînement.

La main-d'œuvre sous-employée qui travaille dans ces activités est une immense ressource de production sous-utilisée qui pourrait constituer la base d'une croissance élevée et soutenue si l'offre de main-d'œuvre croissante était liée aux processus d'accumulation de capital et de progrès technologique.

secteurs dynamiques de l'économie (Ros, 2000). Dans les PMA, l'élasticité de l'offre de main-d'œuvre peut être forte grâce au taux élevé du sous-emploi ou à la concentration des travailleurs dans des activités à faible productivité. La main-d'œuvre sous-employée qui travaille dans ces activités est une immense ressource de production sous-utilisée qui pourrait constituer la base d'une croissance élevée et soutenue si l'offre de main-d'œuvre croissante était liée aux processus d'accumulation de capital et de progrès technologique.

On a vu au chapitre qui précède que la productivité de la main-d'œuvre dans les PMA était très faible et qu'elle augmentait lentement. On a aussi constaté une tendance généralisée à la baisse de la productivité de la main-d'œuvre en dehors de l'agriculture. Le présent chapitre vise à faire mieux comprendre la situation en examinant les tendances de l'offre de main-d'œuvre et des possibilités d'emploi dans l'agriculture et dans les autres secteurs. L'analyse repose en partie sur des données internationales relatives à l'offre de main-d'œuvre et à l'agriculture, mais la plupart des données sont tirées d'études de cas. Notre étude n'englobe pas toute la gamme des situations qui règnent dans les PMA, mais elle illustre les dimensions du problème auquel la plupart des PMA sont aujourd'hui confrontés, et qui consiste à créer des possibilités d'emploi productif.

Le chapitre s'ouvre (section B) par l'examen de la croissance et du changement de localisation (zones urbaines – zones rurales et composition par secteur) de la main-d'œuvre dans les PMA. La section C examine les possibilités d'emploi productif dans l'agriculture. Ces possibilités se modifient à mesure que l'on atteint la limite des terres exploitables et que la surface des exploitations s'amenuise; par ailleurs, étant donné l'extrême pauvreté, beaucoup de ménages n'ont tout simplement pas les moyens d'augmenter leur productivité grâce à une intensification durable. La section D examine les possibilités d'emploi productif de la main-d'œuvre en dehors de l'agriculture. Dans ce cas, la tendance principale est que les possibilités d'emploi formel n'augmentent pas assez vite pour absorber la population active en dehors de l'agriculture, et il y a prolifération d'entreprises du secteur informel à faible productivité et à la limite de la survie, accompagnée d'un fort sous-emploi urbain. La section E résume les messages fondamentaux du chapitre.

B. Croissance et changement de localisation de la main-d'œuvre

Il est difficile, étant donné la pénurie de données, de décrire en détail la situation de l'offre de main-d'œuvre dans les PMA¹. Suivant la démarche adoptée au chapitre précédent, la description sera fondée sur des estimations de la population active par la FAO. On s'est servi de ces estimations parce qu'elles permettent de ventiler la main-d'œuvre entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie, ces derniers englobant toutes les activités économiques en dehors de l'agriculture (industries extractives, bâtiment, services publics, industries manufacturières et différents types de services). La population active est définie comme étant celle qui fournit la main-d'œuvre pour la production de biens et de services au cours de la période de référence considérée: employeurs, travailleurs indépendants, employés salariés, travailleurs payés à la tâche, journaliers, travailleurs non rémunérés participant à une exploitation agricole ou commerciale familiale, membres de coopératives de producteurs et membres des forces armées (voir FAOSTAT en ligne). Les expressions «population active» et «main-d'œuvre» sont utilisées indifféremment dans tout le chapitre.

D'après les estimations de la FAO, l'effectif total de main-d'œuvre des PMA était de 312 millions de personnes en 2000. Entre 1990 et 2000, il a augmenté de 71 millions de personnes et entre 2000 et 2010 il devrait augmenter de 89 millions pour atteindre 401 millions de personnes (graphique 32). Une grande part de l'augmentation entre 2000 et 2010 (22 %) interviendra au Bangladesh². En tout état de cause, tous les PMA enregistrent une forte croissance de leur main-d'œuvre au cours de la présente décennie. Dans 36 PMA sur 50 pour lesquels on possède des statistiques, on s'attend à une augmentation de la main-d'œuvre supérieure à 25 %.

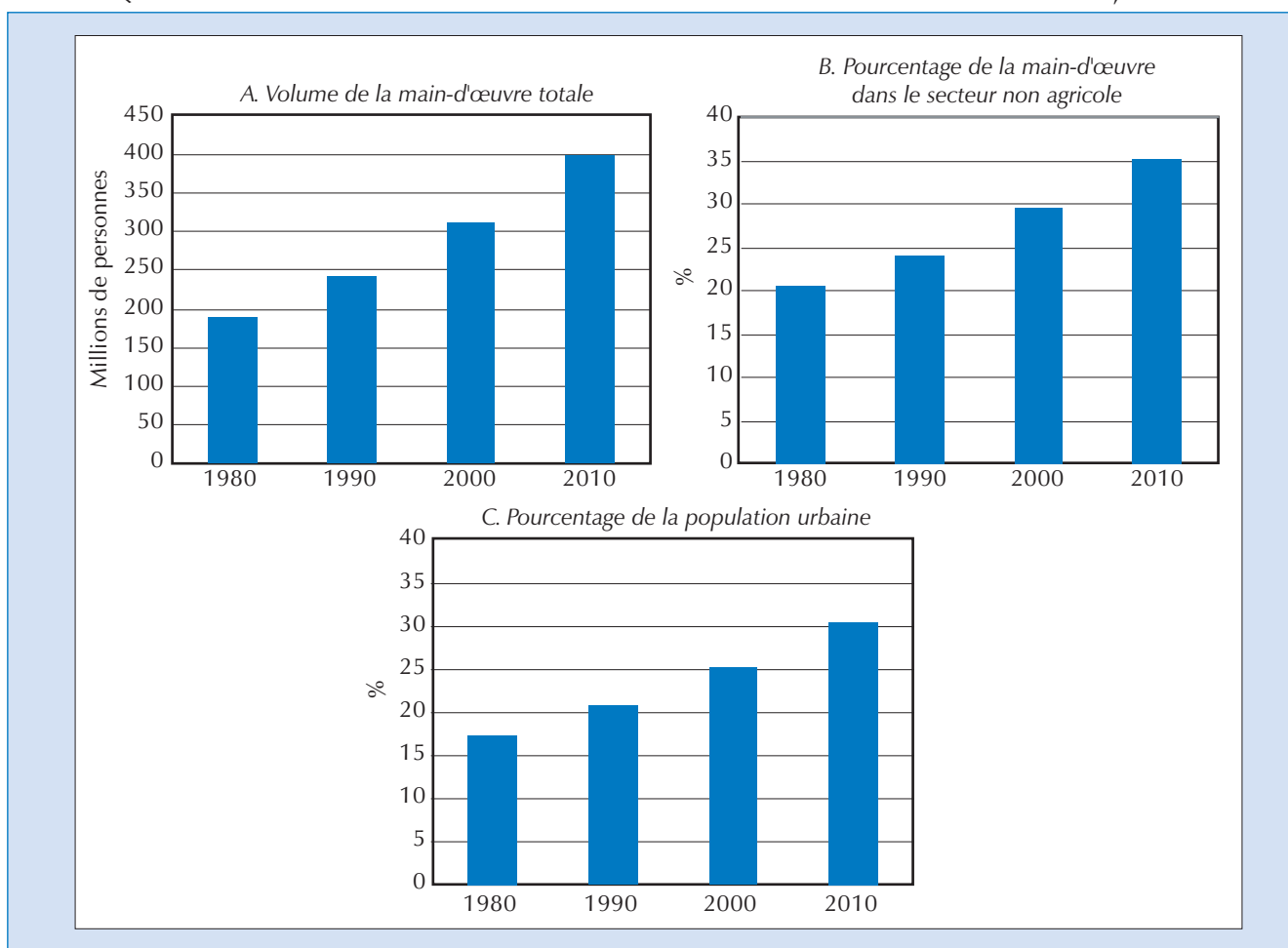
Le graphique 32 montre les tendances passées et les projections de la proportion de main-d'œuvre dans les activités non agricoles et la répartition de la population entre les centres urbains et les zones rurales. En 2000, 71 % de la main-d'œuvre travaillaient dans l'agriculture et 75 % vivaient dans les zones rurales. Le taux d'urbanisation est passé de 17 % en 1980 à 25 % en 2000, et la proportion de population travaillant dans des activités non agricoles a augmenté régulièrement, passant de 21 % en 1980 à 29 % en 2000.

Ces tendances sont générales dans les PMA. Le tableau 38 résume l'évolution projetée entre 1990 et 2010 dans chaque pays. En 1990, deux tiers des PMA avaient moins d'un tiers de leur population vivant en zone urbaine et moins d'un tiers de la population active non agricole. En 2010, la proportion des PMA ayant ce type d'économie et de société sera tombée à moins d'un tiers.

L'effectif total de main-d'œuvre entre 1990 et 2000 a augmenté de 71 millions de personnes et entre 2000 et 2010, il devrait augmenter de 89 millions pour atteindre 401 millions de personnes.

En 2000, 71 % de la main-d'œuvre travaillaient dans l'agriculture et 75 % vivaient dans les zones rurales. Le taux d'urbanisation est passé de 17 % en 1980 à 25 % en 2000.

GRAPHIQUE 32. CROISSANCE ET CHANGEMENT DE LOCALISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LES PMA, 1980-2010



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après FAO, FAOSTAT en ligne, décembre 2005.

Note : La main-d'œuvre est constituée par la population active.

TABLEAU 38. ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LES PMA, 1990 ET 2010

		Population urbaine, pourcentage de la population totale en 1990			Population urbaine, pourcentage de la population totale en 2010				
		0-33%	34-66%	67-100%	0-33%	34-66%	67-100%		
Main-d'œuvre dans les secteurs autres que l'agriculture, pourcentage de la main-d'œuvre totale en 1990	0-33%	Afghanistan Angola Bhoutan Burkina Faso Burundi Cambodge Comores Gambie Guinée Guinée-Bissau Haïti Îles Salomon Madagascar Malawi Mali Mozambique Myanmar Népal Niger Ouganda Rep.dém. du Congo Rép. dém. pop. lao Rép.-Unie de Tanzanie Rwanda Sierra Leone Somalie Soudan Tchad Timor-Leste	Guinée équatoriale Libéria Rép. centrafricaine Sao Tomé-et-Principe Sénégal Zambie	Djibouti	Main-d'œuvre dans les secteurs autres que l'agriculture, pourcentage de la main-d'œuvre totale en 2010	0-33%	Bhoutan Burkina Faso Burundi Érythrée Éthiopie Gambie Îles Salomon Madagascar Malawi Népal Niger Ouganda Rép. dém. pop. lao Rwanda Timor-Leste	Angola Comores Guinée Guinea-Bissau Mali Mozambique Myanmar Rép.-Unie de Tanzanie Sénégal	Djibouti
	34-66%	Bangladesh Lesotho Samoa Togo Vanuatu Yémen	Bénin Mauritanie			34-66%	Afghanistan Bangladesh Cambodge Lesotho Tchad Yémen	Bénin Guinée équatoriale Haïti Libéria Rép. centrafricaine Rép. dém. du Congo Sao Tomé-et-Principe Sierra Leone Somalie Soudan Togo Zambie	Mauritanie
	67-100%	Maldives	Cap-Vert Kiribati Tuvalu			67-100%	Maldives Samoa Vanuatu	Cap-Vert Tuvalu Kiribati	

Source et note : Voir graphique 32.

Les grandes lignes de l'évolution des PMA sont donc claires. Dans presque tous ces pays, la population non seulement augmente rapidement mais aussi s'urbanise rapidement, à partir de niveaux très bas. Étant donné la conjonction de ces facteurs, la décennie en cours est cruciale pour la situation de l'emploi dans les PMA. Plus de gens que jamais auparavant cherchent du travail, et, de plus, une proportion croissante de la main-d'œuvre travaille ou cherche un emploi en dehors de l'agriculture.

Il importe de souligner que l'agriculture demeurera d'ici à 2010 la principale source de moyens d'existence dans les PMA. Étant donné le taux de croissance de la population active et nonobstant le taux de régression de la proportion de population active dans l'agriculture, cette population devrait continuer à augmenter au cours de la présente décennie. D'après les projections, elle comptera 260 millions de personnes en 2010, contre 141 millions dans les activités non agricoles.

Cependant, des projections de la population active montrent qu'en 2000-2010, sur les 89 millions d'augmentation de la population active, 49 millions de personnes travailleront en dehors de l'agriculture et 40 millions dans l'agriculture (graphique 33). C'est là un renversement complet de la tendance des années 80, où 63 % de l'accroissement de la population active concernaient l'agriculture. Pour l'ensemble des PMA, c'est la première décennie où la croissance de la population active en dehors de l'agriculture devrait être supérieure à celle de l'agriculture. Dans les années 90, l'agriculture absorbait une part plus élevée de la croissance de la population active.

La physionomie globale du changement pour l'ensemble des PMA est fortement influencée par la situation au Bangladesh. Dans les PMA d'Afrique, 46 % de l'accroissement de la population active devraient intervenir en dehors de l'agriculture au cours de la période 2000-2010 (contre 29 % dans les années 80), et dans les PMA d'Asie autres que le Bangladesh, la proportion serait de 45 % (contre 36 % dans les années 80) (graphique 33). D'après les projections, dans près de la moitié des PMA (24 pays sur 50), la population active non agricole augmentera plus vite que dans l'agriculture au cours de la décennie 2000-2010. Ces pays sont les suivants: Bénin, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Mauritanie, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo et Zambie pour l'Afrique; Bangladesh, Myanmar et Yémen pour l'Asie; Cap-Vert, Kiribati, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Vanuatu pour le groupe des PMA insulaires. La rupture avec les tendances passées est visible aussi en Haïti. Dans beaucoup d'autres PMA, cette rupture devrait se produire dans la décennie 2011-2020.

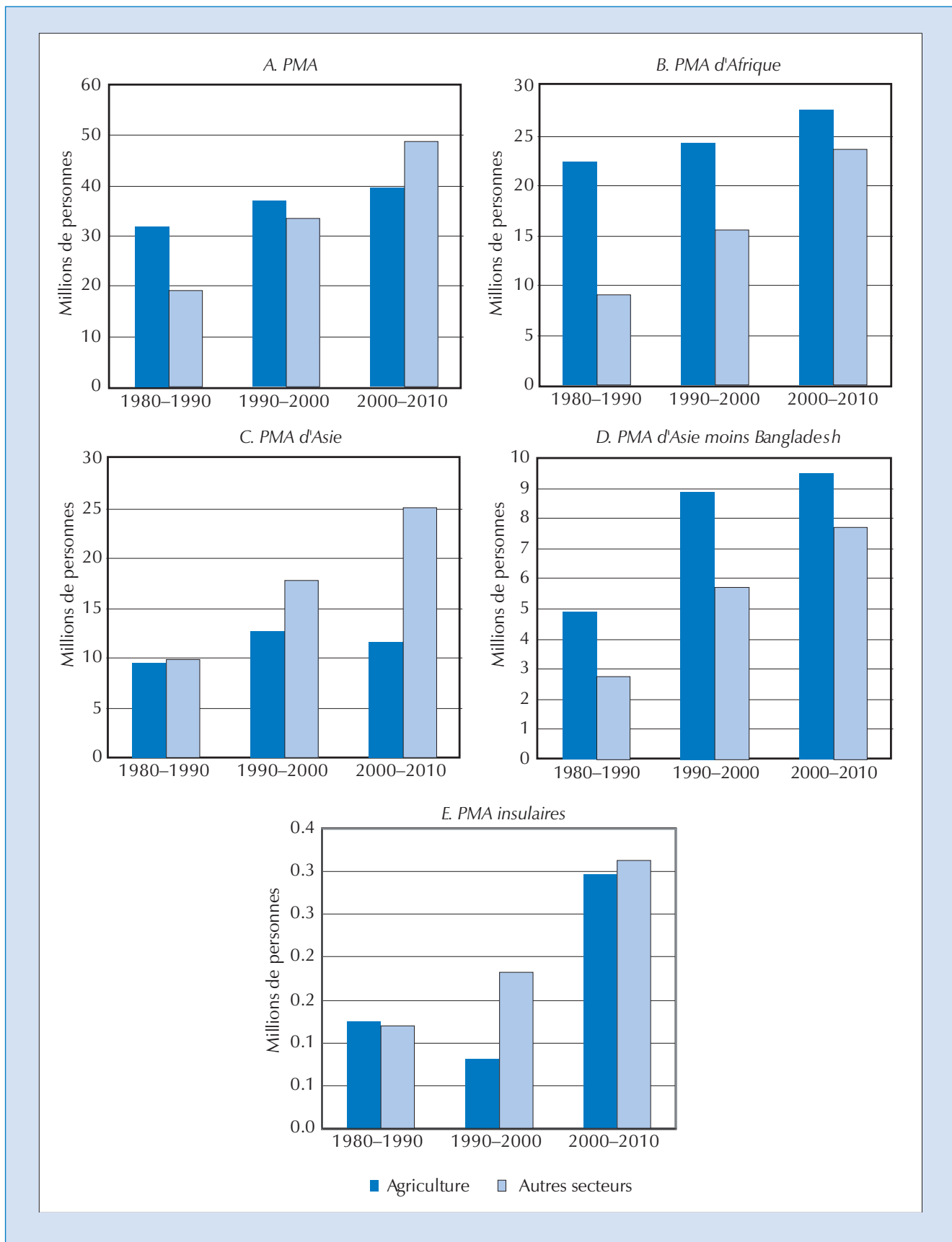
Certes, ces estimations sont des projections qui pourraient ne pas se réaliser. Elles sont fondées sur des données internationales, et les estimations nationales sont peut-être différentes. Quoiqu'il en soit, elles permettent de cerner les dimensions essentielles du problème de la réduction de la pauvreté dans les PMA. Cette réduction exige une absorption de la main-d'œuvre directe aussi bien dans l'agriculture que dans les autres secteurs. Étant donné la configuration actuelle de la croissance de la main-d'œuvre, de l'urbanisation et la proportion croissante de population travaillant en dehors de l'agriculture, cette nécessité ne peut pas être négligée aujourd'hui. La réduction de la pauvreté exige la création d'emplois dans le secteur agricole comme dans les autres secteurs.

On dit qu'il y a absorption productive de la main-d'œuvre lorsque «interviennent dans la population active des changements de l'emploi qui augmentent la productivité moyenne des individus au travail, sans augmenter le chômage visible et sans baisse de la productivité moyenne dans les grandes branches ou groupements de production» (Gurrieri et Sáinz, 2003: 151). Dans les études de la CEPALC, où cette notion est utilisée abondamment, l'absorption productive a été généralement reliée au déplacement de la population active du secteur agricole aux secteurs urbains (particulièrement l'industrie), des métiers manuels aux métiers non manuels et du secteur informel au secteur formel, et à une réduction de l'écart de productivité entre ces groupes ou secteurs

2000-2010 est la première décennie où la croissance de la population active en dehors de l'agriculture devrait être supérieure à celle de l'agriculture.

GRAPHIQUE 33. AUGMENTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE NON AGRICOLE DANS LES PMA ET DANS DES SOUS-GROUPES DE PMA, DÉCENNIES 1980-1990, 1990-2000 ET 2000-2010

(En millions de personnes)



Source and Note : Voir graphique 32.

professionnels, ou entre les parties primitives d'un secteur et ses parties modernes. On a utilisé l'expression «absorption illusoire de main-d'œuvre» pour caractériser des changements de l'emploi dans la population active qui font baisser la productivité moyenne d'un grand groupe professionnel. Dans la présente analyse, l'expression «absorption productive de la main-d'œuvre» sera utilisée aussi bien pour l'agriculture que pour les autres secteurs. Le défi auquel les PMA sont confrontés est de faire en sorte que la croissance de la population active soit associée à une absorption productive de la main-d'œuvre dans ces deux grands secteurs de l'économie.

C. Évolution du rapport entre la terre et la main-d'œuvre

Comme on l'a vu au chapitre qui précède, l'agriculture est la principale source d'emploi dans la plupart des PMA. Elle englobe la culture et l'élevage, la sylviculture et la pêche; pour certains PMA, notamment insulaires, la pêche joue un rôle économique important. Mais pour la plupart de ces pays, l'exploitation de la terre est la plus importante de ces trois activités, et les possibilités d'emploi productif sont tributaires dans une mesure déterminante de la relation entre la terre et la main-d'œuvre.

1. ABONDANCE DE TERRES OU RARETÉ DES TERRES?

Dans les PMA, la main-d'œuvre a trouvé depuis 25 ans un travail productif grâce surtout à l'extension des terres agricoles. Comme on l'a vu précédemment, dans les années 80 et 90, c'est dans l'agriculture que la population active a le plus augmenté. Le développement de la production agricole associé à cette augmentation de la main-d'œuvre peut être attribué à l'extension des surfaces cultivées plutôt qu'à une amélioration des rendements. D'après les estimations de la FAO, dans les années 80, 77 % de la croissance de la production de céréales, 77 % de la croissance de la production de racines et tubercules, 35 % de la croissance de la production de coton et 85 % de la croissance de la production des cultures oléagineuses étaient dues à l'extension des surfaces cultivées. Dans les années 90, les chiffres étaient de 72 % pour les céréales, 81 % pour les racines et tubercules, 80 % pour le coton, 105 % pour les oléagineux (les rendements ont baissé) et 84 % pour les légumineuses (FAO, 2002: tableau 5).

Le processus pourrait se poursuivre dans la mesure où il existe encore des terres inexploitées. À cet égard, la situation varie beaucoup entre les PMA. Quoi qu'il en soit, d'après la FAO (2002: 12) «La plupart des PMA ont dans l'agriculture un potentiel considérable inexploité grâce à leur dotation en facteurs comme terre, eau et climat, à la possibilité d'utiliser davantage leurs ressources humaines et d'accroître l'utilisation jusqu'à présent limitée qui est faite des méthodes de culture modernes.».

D'après des estimations pour le milieu de la décennie 1990, dans la moitié des PMA pour lesquels on dispose de statistiques, moins de 40 % des terres potentiellement arables sont effectivement exploitées (tableau 39). Les terres potentiellement arables sont définies comme étant les zones qui se prêtent à la culture par la qualité des sols et la présence d'eau (pluie ou irrigation); elles comprennent des zones qui sont actuellement boisées ou des zones humides qui sont protégées et non disponibles pour l'agriculture. Le degré d'utilisation

Le défi auquel les PMA sont confrontés est de faire en sorte que la croissance de la population active soit associée à une absorption productive de la main-d'œuvre dans ces deux grands secteurs de l'économie, à savoir les secteurs agricole et non agricole.

Dans les PMA, la main-d'œuvre a trouvé depuis 25 ans un travail productif grâce surtout à l'extension des terres agricoles.

Le processus pourrait se poursuivre dans la mesure où il existe encore des terres inexploitées. Pour le milieu de la décennie 1990, dans la moitié des PMA, moins de 40 % des terres potentiellement arables sont effectivement exploitées.

TABLEAU 39. INDICATEURS DES RESSOURCES EN TERRES AGRICOLES DANS LES PMA

	Terres exploitées	Population sur des terres fragiles	Terres irriguées	Surface agricole par travailleur agricole ^a			Consommation totale d'engrais	
	(Pourcentage des terres arables potentielles)	(Pourcentage de la population totale)	(Pourcentage des terres agricoles totales)	(hectares par travailleur)			(kilogrammes à l'hectare)	
	1994	1994	2000–2003	1980–1983	2000–2003	Pourcentage de changement entre 1980–1983 et 2000–2003	1980–1983	2000–2002
PMA africains et Haïti								
Angola	6	30-50	0,1	1,2	0,8	-33,3	3,1	0,1
Bénin	26	30-50	0,4	1,4	1,8	28,6	1,9	13,9
Burkina Faso	24	50-70	0,2	0,8	0,8	0,0	3,3	3,0
Burundi	130	20-30	0,9	0,6	0,4	-33,3	1,3	2,4
Rép. centrafricaine	6	30-50	0,0	1,9	1,6	-15,8	0,5	0,3
Tchad	15	30-50	0,1	1,6	1,3	-18,8	1,3	4,9
Rép. dém. du Congo	3	50-70	0,0	0,8	0,6	-25,0	1,1	0,6
Djibouti	..	..	0,1	0,0	0,0	0,0	..	..
Guinée équatoriale	..	30-50	..	2,7	1,7	-37,0	0,1	0,0
Érythrée	201	>70	0,3	..	0,4	..	..	11,8
Éthiopie	40	30-50	0,9	..	0,5	..	..	13,5
Gambie	22	30-50	0,3	0,6	0,6	0,0	11,4	2,6
Guinée	20	30-50	0,8	0,5	0,5	0,0	0,4	1,9
Guinée-Bissau	10	20-30	1,5	1,0	1,1	10,0	2,5	4,4
Haïti	151	30-50	5,8	0,6	0,5	-16,7	3,2	12,8
Lesotho	160	30-50	0,1	1,4	1,2	-14,3	15,3	30,6
Libéria	7	20-30	0,1	1,0	0,7	-30,0	5,3	0,0
Madagascar	10	30-20	3,9	0,8	0,6	-25,0	3,7	2,6
Malawi	51	..	1,3	0,6	0,5	-16,7	21,3	37,7
Mali	10	50-70	0,7	0,6	1,0	66,7	5,4	8,8
Mauritanie	66	30-50	0,1	0,4	0,8	100,0	2,0	3,9
Mozambique	4	20-30	0,2	0,6	0,6	0,0	9,4	5,0
Niger	..	>70	0,2	3,9	3,2	-17,9	0,3	0,3
Rwanda	259	30-50	0,5	0,4	0,3	-25,0	0,5	3,8
Sénégal	..	30-50	1,4	1,1	0,8	-27,3	8,6	13,7
Sierra Leone	35	30-50	1,1	0,6	0,6	0,0	3,3	0,4
Somalie	90	50-70	0,5	0,4	0,4	0,0	1,5	0,5
Soudan	14	50-70	1,4	2,3	2,2	-4,3	5,6	3,9
Togo	83	20-30	0,2	2,6	2,2	-15,4	1,3	7,1
Ouganda	84	30-50	0,1	1,0	0,8	-20,0	0,1	1,0
Rep.-Unie de Tanzanie	16	30-50	0,4	0,5	0,3	-40,0	7,2	2,5
Zambie	14	20-30	0,4	2,5	1,7	-32,0	15,3	8,4
PMA d'Asie								
Afghanistan	207	50-70	7,1	1,8	1,30	-27,8	6,4	1,8
Bangladesh	71	..	49,5	0,3	0,2	-33,3	49,8	165,1
Bhoutan	..	>70	7,3	0,2	0,1	-50,0	1,1	0,0
Cambodge	49	20-30	5,1	0,8	0,8	0,0	5,1	0,0
Rép. dém. pop. lao	22	50-30	9,4	0,6	0,5	-16,7	2,7	8,7
Myanmar	35	20-30	17,3	0,8	0,6	-25,0	13,8	13,7
Népal	65	30-50	27,5	0,3	0,2	-33,3	12,4	31,8
Yémen	156	>70	2,9	0,8	0,6	-25,0	8,8	8,8
PMA insulaires								
Cap-Vert	..	>70	4,1	1,2	1,2	0,0	0,8	4,1
Comores	..	30-50	..	0,6	0,5	-16,7	0,0	2,3
Kiribati	..	..	..	4,6	3,7	-19,6	0,0	0,0
Maldives	..	..	..	0,2	0,4	100,0	0,0	0,0
Samoa	..	..	..	4,6	6,1	32,6	1,2	35,6
Sao Tome-et-Principe	..	..	18,4	1,2	1,2	0,0	0,0	0,0
Îles Salomon	..	30-50	..	0,6	0,4	-33,3	0,0	0,0
Timor-Leste	..	..	..	0,5	0,6	20,0	0,0	0,0
Tuvalu	..	..	..	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0
Vanuatu	..	30-50	..	4,2	3,3	-21,4	0,0	0,0

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après FAO, FAOSTAT en ligne, décembre 2005.

a Les terres agricoles sont des terres de cultures annuelles ou permanentes; la main d'œuvre agricole correspond à la population active travaillant dans l'agriculture.

des terres potentiellement arables est particulièrement bas dans la zone humide de l'Afrique centrale. À l'autre bout de l'échelle figure un petit groupe de PMA (Burundi, Haïti, Yémen, Lesotho, Érythrée, Afghanistan et Rwanda) qui ont exploité presque tout leur potentiel de terres arables, ainsi que quelques autres (Bangladesh, Togo, Ouganda et Somalie) qui ont relativement peu de terres à exploiter. Chose intéressante, les statistiques disponibles montrent que les ressources en eau sont elles aussi sous-utilisées dans bien des PMA³.

Ces indicateurs globaux donnent à penser que l'abondance de terres agricoles inexploitées est une caractéristique fondamentale de beaucoup de PMA. Cependant, il convient de nuancer au moins sur trois points l'idée que les PMA sont riches en terres.

Premièrement, à mesure que la surface des terres arables mises en culture s'étend, les PMA sont de plus en plus tributaires de terrains fragiles (zones arides, pentes abruptes et sols fragiles). Sur un échantillon de 39 PMA pour lesquels on possède des données, on estime que dans 11 d'entre eux plus de 50 % de la population vivent sur des terres fragiles et que dans 31, plus de 30 % de la population vivent sur des terres fragiles (Banque mondiale, 2003: tableau 4.3) (voir tableau 39). Il y a là un problème qui pourrait s'aggraver car, du fait de leur extrême pauvreté, beaucoup de ménages peuvent avoir des difficultés à employer des pratiques agricoles viables, d'où des risques de dégradation des sols et de baisse de leur fertilité.

Deuxièmement, même si de nouvelles terres sont mises en culture dans les PMA, la main-d'œuvre agricole augmente plus vite que les surfaces cultivées, comme en témoigne à l'évidence la diminution générale de la surface cultivée par habitant travaillant dans l'agriculture. Dans sept PMA seulement ce rapport augmente nettement: quatre pays insulaires et le Bénin, le Mali et la Mauritanie (tableau 39). Pour l'ensemble des PMA, la taille moyenne de l'exploitation par paysan actif a diminué de 29 % depuis 40 ans, contre 18 % dans les autres pays en développement. Si l'on prend ce rapport comme indicateur approximatif de la taille des exploitations, il apparaît à l'évidence que dans 33 PMA sur 50 la taille moyenne de l'exploitation était inférieure à 1 hectare au cours de la période 2000-2003, et que pour l'ensemble des PMA elle était de 0,69 hectare.

Troisièmement, il existe des inégalités majeures dans l'accès à la terre, de sorte que, même dans les pays apparemment riches en terres où le rapport terres/main-d'œuvre paraît favorable, une proportion non négligeable des exploitations sont très petites.

2. INÉGALITÉ DE L'ACCÈS À LA TERRE

L'accès à la ressource terre est une question très complexe à cause de la diversité des régimes fonciers: propriété privée; systèmes communaux dans lesquels la ressource est contrôlée par un groupe qui attribue les terres d'une zone donnée aux individus ou aux ménages; relations propriétaire-locataire, qui peuvent être fondées sur un loyer fixe pour l'utilisation de la terre ou sur diverses formes de métayage. Dans les PMA africains, où les femmes jouent un rôle important dans la production agricole, le caractère différencié selon le sexe des modes d'accès à la ressource et de la maîtrise de cette ressource est particulièrement important (voir Gore, 1994). Néanmoins, dans la plupart des PMA, à mesure que la population rurale augmente et que les ménages les plus riches accumulent des terres par des transactions commerciales, l'accès aux terres productives devient souvent de plus en plus limité. Cela ne veut pas dire

*Il convient de nuancer au moins sur trois points l'idée que les PMA sont riches en terres:
les PMA sont de plus en plus tributaires de terrains fragiles...
la main-d'œuvre agricole augmente plus vite que les surfaces cultivées...
et il existe des inégalités majeures dans l'accès à la terre, de sorte que, même dans les pays apparemment riches en terres où le rapport terres/main-d'œuvre paraît favorable, une proportion non négligeable des exploitations sont très petites.*

qu'il y a des paysans sans terres, mais que les ménages les plus pauvres disposent d'une surface si petite qu'ils parviennent tout juste à se nourrir en cultivant leur lopin.

Une analyse récente a montré la répartition des petites exploitations dans cinq PMA d'Afrique: Éthiopie, Rwanda, Malawi, Mozambique et Zambie (Jayne *et al.*, 2003). Les trois premiers pays ont peu de terres et les deux derniers en ont beaucoup; les données sont donc représentatives de la gamme des situations qui règnent dans les PMA d'Afrique. Il ressort de ces données, dont sont exclus les ménages sans terres et les entreprises agro-industrielles, les constatations suivantes:

- La taille par habitant des exploitations est très petite, allant d'un coefficient de 0,16 au Rwanda «pauvre en terres» à 0,56 en Zambie «riche en terres»;
- Dans les deux catégories de pays riches ou pauvres en terres, il existe une inégalité marquée dans l'accès à la terre. Le coefficient de Gini de surface par habitant est égal ou supérieur à 0,50 dans les quatre pays;
- Le quart supérieur de la population (en termes d'accès à la terre) dispose de plus d'un hectare par personne au Mozambique et en Zambie qui sont riches en terres, contre 0,58 hectare seulement en Éthiopie, 0,43 hectare au Rwanda et 0,6 hectare au Malawi;
- Dans tous les pays, riches ou pauvres en terres, les trois quarts inférieurs de la population (en termes d'accès à la terre) disposent de moins de 0,26 hectare par habitant;
- Le quart inférieur de la population (en termes d'accès à la terre) est pratiquement dénué de terre dans les cinq pays; il dispose de moins de 0,12 et 0,10 hectare par habitant respectivement en Zambie et au Mozambique, qui sont riches en terres, et de 0,02, 0,03 et 0,08 hectare respectivement au Rwanda, en Éthiopie et au Malawi (tableau 40).

Ces études ne permettent pas généralement d'analyser l'évolution chronologique de la situation, mais on dispose de données de bonne qualité qui font apparaître les tendances au Rwanda en 1984 et 2000 (tableau 40). Au cours de cette période de 16 ans, l'accès des ménages à la terre (droits d'usage et terres louées) a diminué de 57 %, tombant de 0,28 à 0,16 hectare par habitant. La moyenne du quart supérieur des ménages en termes d'accès est tombée de 0,62 à 0,43 hectare par habitant, et pour le quart inférieur elle est tombée de 0,07 à 0,02 hectare. L'écart entre les quarts supérieur et inférieur s'est donc creusé, puisque la différence, de 1 à 9, est passée de 1 à 21 en 2000

TABLEAU 40. ACCÈS DES PETITS PAYSANS À LA TERRE DANS QUELQUES PMA D'AFRIQUE

	Année	Surface par habitant, par quartiles de revenu (Hectares)				Surface moyenne de terres par habitant (Hectares)	Surface moyenne de terres par ménage (Hectares)	Coefficients de Gini	
		1	2	3	4			Hectare par habitant	Hectare par ménage
Éthiopie	1995	0,03	0,12	0,22	0,58	0,24	1,17	0,55	0,55
Rwanda	1984	0,07	0,15	0,26	0,62	0,28	1,20	..	..
Rwanda	2000	0,02	0,06	0,13	0,43	0,16	0,71	0,54	0,54
Malawi	2000	0,08	0,15	0,25	0,60	0,22	0,99	..	..
Zambie	2000	0,12	0,26	0,26	1,36	0,56	2,76	0,50	0,44
Mozambique	1996	0,10	0,23	0,23	1,16	0,48	2,10	0,51	0,45

Source : D'après Jayne *et al.* (2003).

(Jayne *et al.*, 2003: 265). Ces tendances sont des extrêmes et elles ont été décrites à juste titre comme un «piège malthusien» dans lequel le régime foncier accuse «un stress insupportable» (André et Platteau, 1996/97). Mais elles illustrent bien la situation dans les zones pauvres en terres des PMA africains.

Malheureusement, l'analyse ne s'étend pas aux autres PMA. Toutefois, des données concernant le Bangladesh, le Cambodge, Haïti et le Népal font apparaître une inégalité très marquée, 70 % des ménages disposant de moins d'un hectare de terre.

- Au *Bangladesh*, des estimations montrent qu'en 2000-2001 17 % seulement des ménages paysans exploitaient plus d'un hectare. La surface moyenne des exploitations était de 0,65 hectare, ce qui, étant donné le niveau de productivité des terres à l'époque, ne pouvait satisfaire que 70 % environ des besoins fondamentaux. Pour les ménages pauvres, la surface moyenne était de 0,29 hectare (Hossain, 2004: 8-9).
- Au *Cambodge*, les estimations pour les dernières années 90 sont variables, mais la tendance générale serait que 75 à 80 % seulement des ménages ruraux pourvus de terres avaient moins d'un hectare et que 11 à 17 % des ménages ruraux n'avaient pas du tout de terres. La superficie moyenne des exploitations est estimée à 1-1,3 hectare par ménage (Boreak, 2000: chapitre 6).
- À *Haïti*, l'exploitation moyenne est de 1,8 hectare et la moitié des exploitations ont moins d'un hectare (Gouvernement de Haïti, 2005: 18, et tableau 8).
- Au *Népal*, 47 % des exploitations agricoles mesuraient moins de 0,5 hectare et 74 % moins d'un hectare en 2001 (Recensement national de l'agriculture, cité dans PNUD, 2004: 25).

En résumé, la plupart des PMA ont un potentiel de terres agricoles sous-exploité. Pourtant, il ressort des statistiques disponibles que, du fait de l'inégalité d'accès à la terre, une grande partie des ménages ruraux ont une exploitation très petite même dans les PMA riches en terres.

3. TENDANCES DE LA PRODUCTIVITÉ DES TERRES

Les paysans peuvent vivre convenablement sur une assez petite exploitation si la productivité est élevée. Or, dans la plupart des PMA, les rendements agricoles sont bas et augmentent très lentement.

Le tableau 41 récapitule les rendements annuels moyens de certaines cultures vivrières et de certaines cultures d'exportation importantes dans les PMA et dans d'autres pays en développement pour les périodes 1980-1983 et 2000-2003. Certaines constatations se dégagent très nettement:

- Entre les deux décennies, les rendements en céréales ont augmenté dans les PMA mais beaucoup plus lentement que dans d'autres pays en développement;
- Pour les cultures de plantes à fibres, les fruits, les fruits à coque et le sucre, les rendements étaient même plus bas en 2000-2003 qu'en 1980-1983, et pour deux autres cultures vivrières, les oléagineux et les légumineuses, ils étaient quasiment stagnants;
- Pour les cultures d'exportation, les rendements ont augmenté davantage, sauf pour le sucre.

Dans les zones pauvres en terres des PMA africains, il existe un «piège malthusien» dans lequel le régime foncier accuse «un stress insupportable».

Les paysans peuvent vivre convenablement sur une assez petite exploitation si la productivité est élevée. Or, dans la plupart des PMA, les rendements agricoles sont bas et augmentent très lentement.

TABLEAU 41. PRODUCTIVITÉ DES TERRES AGRICOLES DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1980-1983 ET 2000-2003

(Hectogrammes à l'hectare)

	Moyenne de la période		Variation en pourcentage
	1980-1983	2000-2003	Entre 1980-1983 et 2000-2003
PMA			
Céréales	13 285	16 142	21,5
Plantes à fibres	5 069	4 906	-3,2
Fruits	59 902	57 462	-4,1
NFruits à coque	7 919	6 359	-19,7
Oléagineux	2 187	2 171	-0,7
Légumeuses	5 943	6 004	1,0
Racines et tubercules	..	..	..
Légumes	63 927	76 130	19,1
Cacao	2 431	2 524	3,8
Café	4 250	5 337	25,6
Coton	6 561	8 411	28,2
Poivre	5 301	7 791	47,0
Sucre	457 010	439 167	-3,9
Tabac	8 608	10 579	22,9
Autres pays en développement			
Céréales	21 192	30 392	43,4
Plantes à fibres	4 506	6 801	50,9
Fruits	91 836	100 286	9,2
Fruits à coque	9 881	10 689	8,2
Oléagineux	3 089	5 709	84,8
Légumineuses	6 199	7 035	13,5
Racines et tubercules	117 396	136 572	16,3
Légumes	114 746	166 080	44,7
Cacao	3 565	4 782	34,2
Café	5 519	7 610	37,9
Coton	3 779	7 366	94,9
Poivre	7 169	7 167	0,0
Sucre	576 345	654 660	13,6
Tabac	13 335	15 836	18,8

Source : Voir graphique 34,

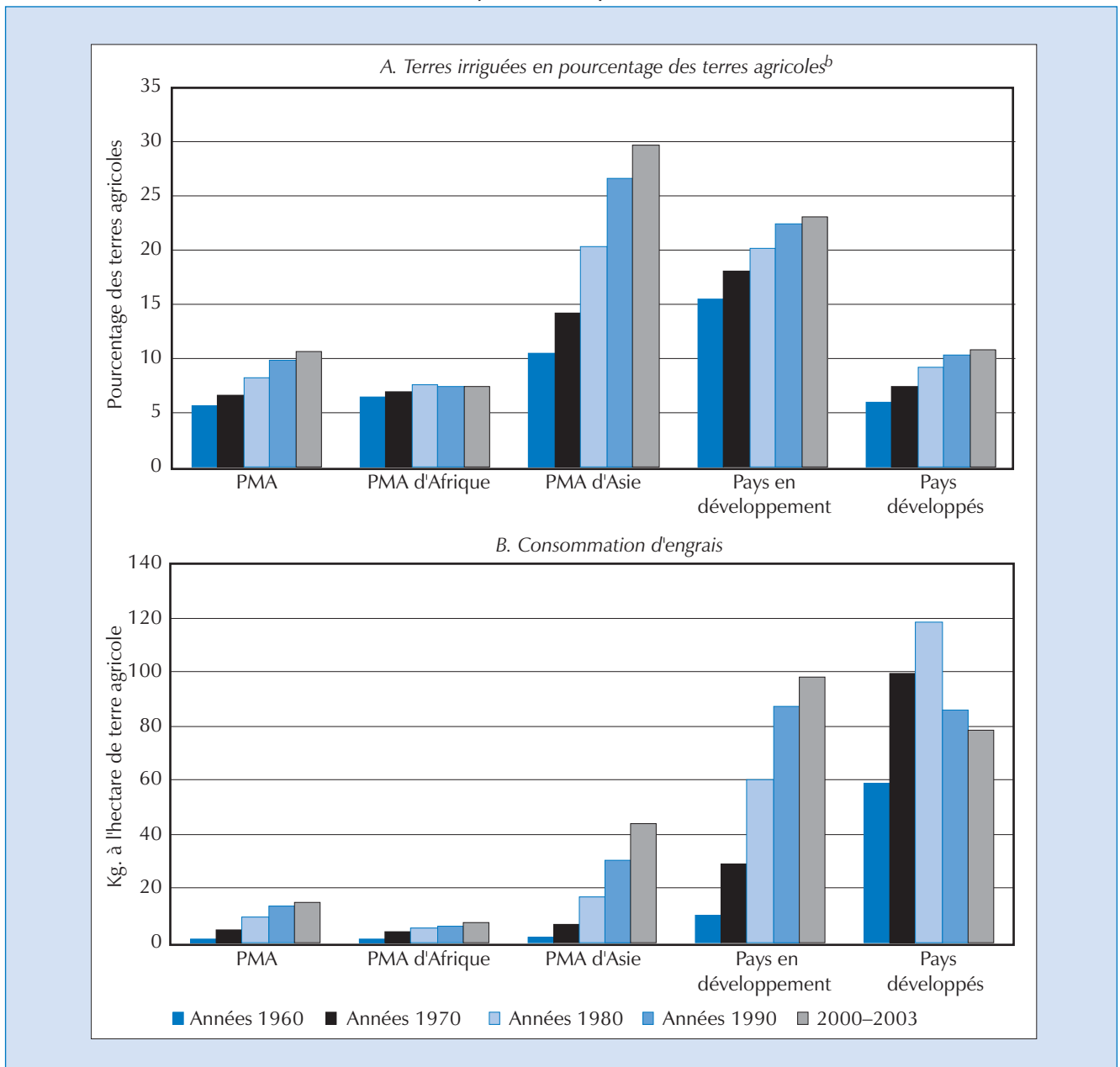
Note : Le coton est inclus dans les plantes à fibres. Tous les autres produits et groupes de produits constituent des cultures de produits primaires.

Les mauvais résultats des PMA sont liés à la faiblesse des investissements dans l'agriculture, particulièrement dans l'irrigation, et au faible niveau de consommation de facteurs de production modernes, particulièrement des engrais.

D'après des estimations concernant la période 2000-2003, les rendements céréaliers des PMA dépassaient à peine la moitié du rendement des autres pays en développement, et ceux d'autres cultures vivrières de base (oléagineux et légumes) étaient inférieurs à la moitié des rendements des autres pays en développement (tableau 41). De surcroît, au lieu de rattraper les autres pays en développement en terme de rendements agricoles, le groupe des PMA perd du terrain. Les rendements céréaliers sont tombés de 63 % du niveau des autres pays en développement en 1980-1983 à 53 % en 2000-2003. Ceux des cultures d'exportation (où la productivité de la terre a généralement connu la plus forte croissance) diminuent aussi par rapport aux autres pays en développement pour tous les groupes de produits, sauf le poivre et le tabac.

Les mauvais résultats des PMA sont liés à la faiblesse des investissements dans l'agriculture, particulièrement dans l'irrigation, et au faible niveau de consommation de facteurs de production modernes, particulièrement des engrais. Sur ce point, il y a des différences entre les PMA, ceux d'Asie enregistrant de bien meilleurs résultats que ceux d'Afrique. Comme il ressort du graphique 34, 7 % seulement des terres agricoles des PMA africains étaient

GRAPHIQUE 34. IRRIGATION ET CONSOMMATION D'ENGRAIS DANS LES PMA, DANS DES SOUS-GROUPES DE PMA ET DANS D'AUTRES GROUPES DE PAYS, ANNÉES 60, 70, 80, 90 ET 2000-2003^a
(Moyenne de la période)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après FAO, FAOSTAT en ligne, mars 2006.

- a Les années 60 ne comprennent pas l'année 1961 et la consommation d'engrais concerne la période 2000-2002.
- b La surface des terres agricoles est la surface des terres arables et des terres en culture permanente.

irrigués en 2000-2003, soit guère plus que dans les années 60. En revanche, la proportion des terres agricoles irriguées dans les PMA d'Asie est passée de 10 à 30 % dans la même période. Les surfaces irriguées ont particulièrement augmenté au Bangladesh (de 7 à 53 %), mais aussi dans la République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Népal.

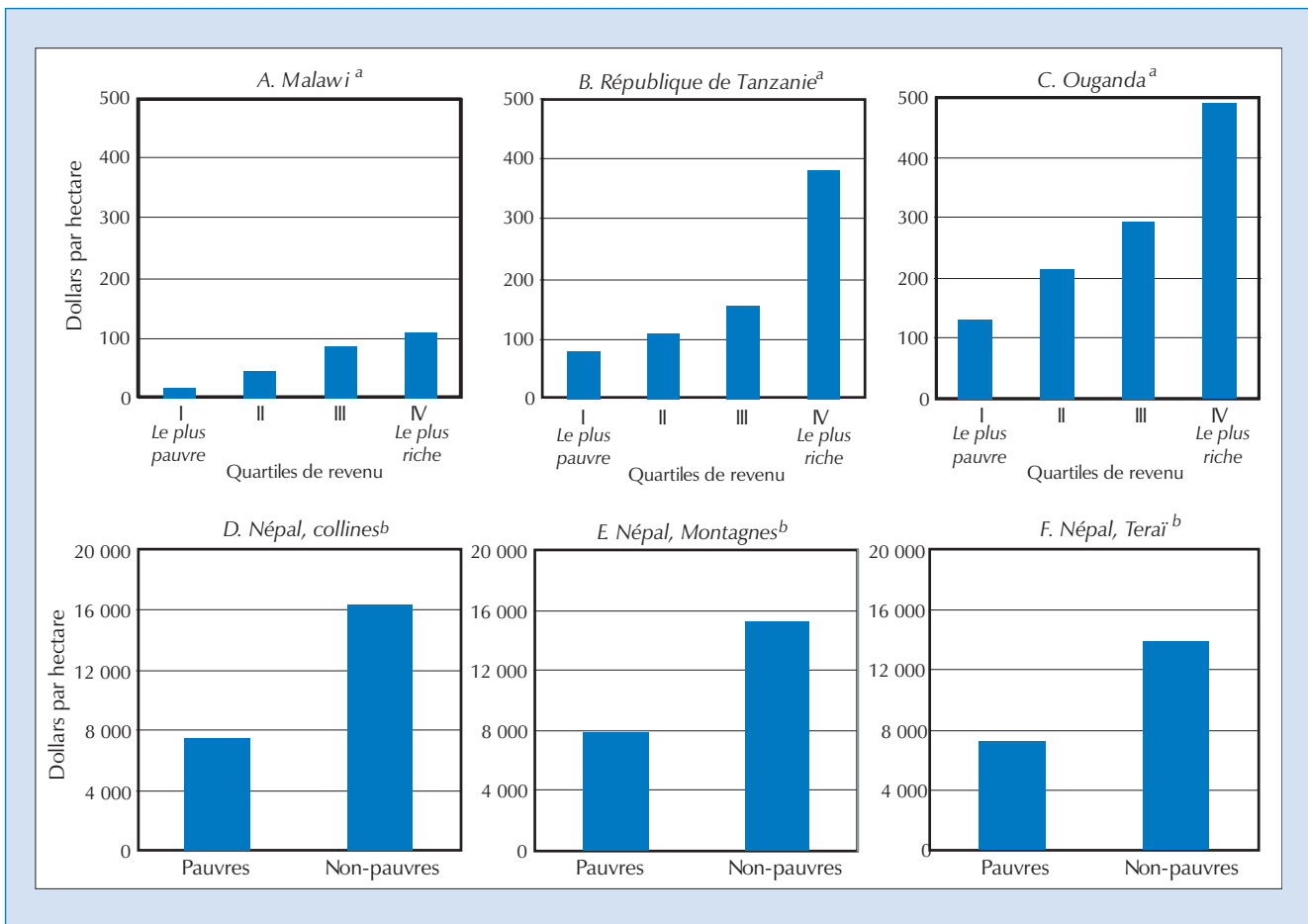
Concernant l'utilisation d'engrais, qui constitue le principal achat de facteurs de production des paysans dans les PMA, la consommation était de 44 kg à l'hectare en Asie, contre 7 kg en Afrique en 2000-2003. Un tableau plus détaillé des tendances par pays (voir le tableau 39) révèle qu'entre 1980-1983 et 2000-2003 la consommation d'engrais à l'hectare en Afrique a diminué ou a augmenté dans un nombre égal de PMA. La baisse est imputable en partie à la

Il y a de grandes différences entre les petits exploitants en ce qui concerne la productivité des terres. Les rendements sont très influencés par l'incidence de l'extrême pauvreté, qui fait que les paysans n'ont tout simplement pas les moyens d'acheter les éléments nécessaires pour augmenter, ni même maintenir leur rendement.

suppression des subventions pour l'achat d'engrais et au fait que les commerçants privés vendeurs d'engrais n'ont pas pu s'introduire sur le marché de nombreuses zones rurales par suite du démantèlement des offices de commercialisation d'État⁴.

Comme pour l'accès à la terre, il y a de grandes différences entre les petits exploitants en ce qui concerne la productivité des terres. Les rendements sont très influencés par l'incidence de l'extrême pauvreté, qui fait que les paysans n'ont tout simplement pas les moyens d'acheter les éléments nécessaires pour augmenter, ni même maintenir leur rendement. Des données concernant l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Malawi montrent que les rendements agricoles sont beaucoup plus élevés pour les paysans les plus riches que pour les plus pauvres (Ellis, 2004, 2005). La production nette à l'hectare pour les 25 % de ménages les plus riches est trois à six fois supérieure à celle des 25 % les plus pauvres. Les ménages les plus riches tirent aussi une part beaucoup plus élevée de leur revenu total d'activités extérieures à l'agriculture, ce qui dénote un lien positif (pour ces ménages tout au moins) entre les activités externes et la productivité agricole. On constate des schémas analogues au Népal (Acharya, 2004), où la valeur de la production à l'hectare des ménages pauvres est d'environ la moitié de celle des autres ménages (voir graphique 35).

GRAPHIQUE 35. PRODUCTIVITÉ DE LA TERRE, INÉGALITÉS DE REVENUS ET PAUVRETÉ DANS CERTAINS PMA



Source: D'après Ellis et Freeman (2004) pour le Malawi, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie, et Acharya (2004) pour le Népal.

^a À partir de données d'enquête de 2001 et de 2002.

^b Les graphiques pour le Népal sont tirés de données concernant les premières années 90: les montagnes, les collines et le Terai sont des régions qui n'ont pas le même potentiel agricole.

Dans des situations où de nombreux agriculteurs n'ont que peu de terre et ne sont pas en mesure d'acheter des biens de production pour augmenter ou maintenir leur rendement, de fortes pressions peuvent surgir, aboutissant à une dégradation de l'environnement. Ainsi qu'il est dit dans UNCTAD (2002: 92-97), ils peuvent être entraînés dans une spirale descendante de paupérisation dans laquelle la productivité des actifs agricoles diminue à mesure que la population fait des prélèvements sur le capital naturel dont dépendent ses moyens d'existence afin de survivre.

4 LES LIMITES DE L'ABSORPTION PRODUCTIVE DE MAIN-D'ŒUVRE DANS L'AGRICULTURE

Les tendances de la productivité de la main-d'œuvre agricole sont le résultat des tendances de la surface cultivée par personne et des tendances des rendements agricoles (production par unité de surface). Jusqu'à présent, l'extension des surfaces cultivées, alliée à la lenteur de la croissance des rendements, a permis l'absorption productive de main-d'œuvre dans l'agriculture de la plupart des PMA. La taille moyenne des exploitations diminue, la population qui travaille dans l'agriculture ayant augmenté plus vite que la surface cultivée. Dans la plupart des cas, la croissance des rendements, bien que lente, a été suffisante pour compenser la diminution de surface cultivée par personne. Mais dans certains PMA, il arrive déjà que l'absorption productive de main-d'œuvre dans l'agriculture ne se fasse pas. Il va être de plus en plus difficile pour des pays de plus en plus nombreux d'absorber de la main-d'œuvre dans l'agriculture de façon productive.

Le graphique 36 montre les tendances générales de la croissance de la productivité de la main-d'œuvre et de l'emploi dans l'agriculture entre 1980-1983 et 2000-2003 dans les PMA, d'autres pays en développement et les pays développés. Les pays se départagent en groupes distincts: les pays développés se caractérisent presque tous par la baisse du nombre de travailleurs dans l'agriculture et par le taux le plus élevé de croissance de la productivité agricole. La plupart des pays en développement ont un taux plus faible de croissance de cette productivité (à l'exception notable du Brésil et de la République de Corée) que les pays développés. Dans les deux tiers des pays en développement, cette tendance est associée à l'augmentation de l'effectif de population travaillant dans l'agriculture et dans un tiers elle est associée à une diminution. Les PMA se distinguent en ce que dans tous les cas l'effectif des travailleurs agricoles augmente. En outre, si certains PMA présentent un chevauchement avec certains autres pays en développement, les PMA accusent les plus faibles taux de croissance de la productivité agricole.

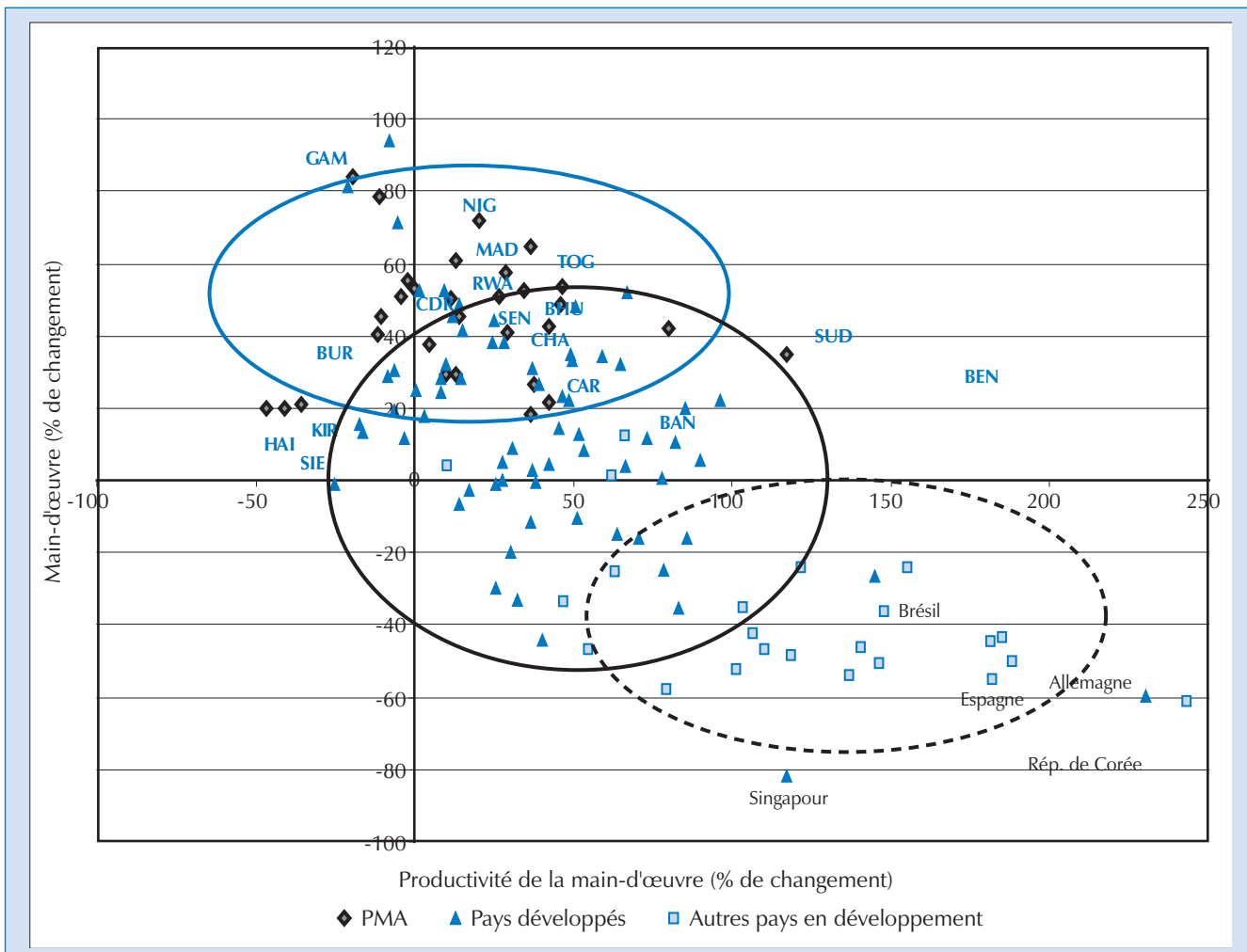
Il ressort à l'évidence du graphique 36 que, dans un tiers des PMA, tandis que l'emploi dans l'agriculture augmentait depuis les premières années 80, la productivité de la main-d'œuvre agricole a diminué. C'est aussi le cas dans quelques autres pays en développement, mais pour l'essentiel ce sont les PMA qui sont touchés.

Ces tendances moyennes masquent les effets de l'inégalité d'accès à la terre et des rendements. Comme on l'a vu précédemment, dans un échantillon de pays représentatifs des PMA africains riches et pauvres en terres, la tranche des trois quarts inférieurs des petites exploitations familiales en termes d'accès à la terre dispose de moins de 0,26 hectare par habitant. En outre, le quart le plus désavantagé de cette tranche est pratiquement dépourvu de terre, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres en terres, situation que l'on

Jusqu'à présent, la croissance des rendements, bien que lente, a été suffisante pour compenser la diminution de surface cultivée par personne. Mais il va être de plus en plus difficile pour des pays de plus en plus nombreux d'absorber de la main-d'œuvre dans l'agriculture de façon productive.

Dans un tiers des PMA, tandis que l'emploi dans l'agriculture augmentait depuis les premières années 80, la productivité de la main-d'œuvre agricole a diminué.

GRAPHIQUE 36. ÉVOLUTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE LA PRODUCTIVITÉ DE LA MAIN D'ŒUVRE EN AGRICULTURE, DANS LES PMA, D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS DÉVELOPPÉS, ENTRE 1980-1983 ET 2000-2003



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 2005, CD-ROM, et FAO, FAOSTAT en ligne, décembre 2005.

Notes : Les chiffres de valeur ajoutée sont exprimés en dollars constants de 2000; la productivité de la main-d'œuvre est une estimation représentée par la valeur ajoutée en agriculture divisée par la main-d'œuvre agricole; la main-d'œuvre est constituée par la population active.

BGD : Bangladesh; BEN: Bénin; BHU: Bhoutan; BDI: Burundi; CAF: République centrafricaine; CHD: Tchad; DRC: République démocratique du Congo; GAM: Gambie; HAI: Haïti; KIR: Kiribati; MAG: Madagascar; NER: Niger; RWA: Rwanda; SEN: Sénégal; SIL: Sierra Leone; SUD: Soudan; TOG: Togo.

C'est cette combinaison de la pénurie de terres et de la faiblesse de la productivité qui est à l'origine de la précarité de vie de beaucoup de ruraux en Afrique.

retrouve dans un certain nombre de pays d'Asie et en Haïti. Par ailleurs, il y a de gros écarts de productivité entre les petites exploitations, comme on l'a vu plus haut.

L'extrême petitesse de certaines exploitations, conjuguée à la faiblesse des rendements, fait que les paysans les plus pauvres sont tout simplement trop démunis pour vivre convenablement de l'agriculture. Leur exploitation agricole leur permet tout juste de subsister et ils conservent l'essentiel de leur production vivrière pour la consommation familiale au lieu de la vendre au marché. C'est cette combinaison de la pénurie de terres et de la faiblesse de la productivité qui est à l'origine de la précarité de vie de beaucoup de ruraux en Afrique; à cause de cette précarité, de mauvaises conditions météorologiques provoquent la faim et la famine généralisées. En outre, cette situation amène les pauvres à diversifier leurs sources de revenus en se détournant de la culture de leur propre lopin au profit de différentes formes de travail local occasionnel, notamment au

service de la petite caste de paysans plus riches. Ainsi, il ressort des études mentionnées précédemment sur la répartition des petites exploitations que le revenu extra-agricole apporte jusqu'à 39 % et 35 % du revenu des ménages pour les 25 % de paysans qui ont le moins de terre en Zambie et au Rwanda respectivement; la proportion est plus faible en Éthiopie (8 %) et en Zambie (13 %) (Jayne et al. 2003: tableau 5). En outre, les paysans comptent de plus en plus sur les sommes envoyées par les jeunes et les hommes de la famille qui vont en ville chercher du travail.

À l'avenir, à mesure que l'on approchera de la limite des surfaces agricoles exploitables dans de plus en plus de PMA et que la possibilité d'augmenter la production en étendant les surfaces s'amenuisera, il va être de plus en plus difficile d'absorber la main-d'œuvre dans l'agriculture à moins de passer à un système plus intensif de croissance agricole. Étant donné l'écart des rendements agricoles entre les PMA et les autres pays en développement, les PMA ont la possibilité de faire de gros gains de productivité. Toutefois, l'intensification durable sera difficile à réaliser pour les paysans les plus défavorisés, qui, faute de moyens de production, sont prisonniers du piège de la pauvreté (voir Barrett, Carter et Little, 2006).

Étant donné la libéralisation du commerce qui a aussi eu lieu dans les PMA, les paysans doivent faire face à la concurrence d'agriculteurs d'autres parties du monde plus efficaces. Par suite des grandes différences qui existent entre les PMA, les autres pays en développement et les pays développés en matière de surface cultivée par travailleur agricole, ainsi que de l'élargissement des écarts de productivité, le défi à relever est redoutable. Comme on l'a vu précédemment, pour les PMA dans leur ensemble, la surface moyenne de terre par travailleur était de 0,69 hectare en 2000-2003. Dans les pays développés, on compte 13,1 hectares par travailleur. Le terrain de jeu de l'agriculture s'aplanit à l'échelle de la planète, mais les capacités des joueurs de ces mondes si disparates sont loin d'être égales.

D. Secteur informel et sous-emploi urbain

Le fait qu'il devient plus difficile d'intégrer la main-d'œuvre de façon productive dans l'agriculture n'est pas grave en soi. Le problème réel, pour la plupart des PMA, est que dans le même temps les possibilités d'emploi productif en dehors de l'agriculture augmentent trop lentement pour absorber la main-d'œuvre croissante qui cherche un travail en dehors de l'agriculture. Comme le chapitre précédent l'a montré, dans les quatre cinquièmes des PMA la main-d'œuvre n'est pas absorbée de façon productive en dehors de l'agriculture. Le nombre de personnes qui cherchent un emploi dans les autres secteurs augmente, alors que la productivité de la main-d'œuvre dans ces secteurs diminue.

Des recherches empiriques plus poussées à l'échelon des pays sont nécessaires pour déceler les causes de cette tendance généralisée⁵. Quoi qu'il en soit, dans la plupart des PMA, l'explication la plus vraisemblable est que les possibilités d'emploi dans les entreprises du secteur formel n'augmentent pas assez vite pour absorber une main-d'œuvre non agricole en expansion; en conséquence, l'importance de l'emploi dans les entreprises du secteur informel prend de plus en plus d'importance pour la main-d'œuvre non agricole. La productivité de la main-d'œuvre dans les entreprises du secteur informel est en moyenne inférieure à celle des entreprises du secteur formel. Ainsi, à mesure que la part de la population active qui travaille en dehors de

Les possibilités d'emploi productif en dehors de l'agriculture augmentent trop lentement pour absorber la main-d'œuvre croissante qui cherche un travail en dehors de l'agriculture.

Les possibilités d'emploi dans les entreprises du secteur formel n'augmentent pas assez vite pour absorber une main-d'œuvre non agricole en expansion; en conséquence, l'importance de l'emploi dans les entreprises du secteur informel prend de plus en plus d'importance pour la main-d'œuvre non agricole

l'agriculture et dans des entreprises du secteur informel augmente, la productivité de la main-d'œuvre non agricole diminue. C'est ici le phénomène évoqué précédemment: il y a absorption «illusoire» et non absorption productive de main-d'œuvre.

On relève naturellement une certaine hétérogénéité parmi les entreprises du secteur informel, certaines ayant une productivité et un dynamisme potentiel bien plus élevés que d'autres (Ranis et Stewart, 1999). C'est une question à laquelle nous reviendrons dans le chapitre 7, car dans certaines circonstances liées au stimulus de la demande intérieure, les entreprises du secteur informel peuvent contribuer pour beaucoup à la croissance de la productivité et à la création d'emplois. Néanmoins, dans la plupart des PMA, l'emploi dans ces entreprises consiste pour l'essentiel en menues activités à la limite de la survie dans lesquelles le capital et la qualification professionnelle sont très faibles. L'échelle d'opération est petite, l'équipement rudimentaire et les compétences sont élémentaires; souvent, l'entreprise est gérée par la personne qui l'a créée, parfois avec les membres de sa famille non rémunérés, et les gains sont partagés. Souvent, aussi, le travail consiste en menus services de différents types, en achat et revente de quantités minimales de marchandises, destinées habituellement aux segments les plus pauvres de la population.

Dans la plupart des PMA, l'emploi dans les entreprises du secteur informel consiste pour l'essentiel en menues activités à la limite de la survie dans lesquelles le capital et la qualification professionnelle sont très faibles.

1. IMPORTANCE DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL DES PMA

Il est très difficile d'obtenir des données faisant apparaître le caractère informel de l'emploi (voir encadré 13). Toutefois, des données transversales confirment la prépondérance des entreprises du secteur informel en tant que fournisseurs d'emplois non agricoles, ainsi que l'écart de productivité de la main-d'œuvre entre les entreprises des secteurs formel et informel et l'étendue du sous-emploi sur le marché du travail. En outre, les maigres renseignements disponibles sur les tendances chronologiques de l'emploi confortent la thèse selon laquelle, à mesure que la part de l'emploi non agricole dans l'emploi total augmente, la part de l'emploi dans les entreprises du secteur informel au sein de l'emploi non agricole augmente aussi.

Le tableau 42 regroupe les estimations disponibles concernant l'importance des entreprises du secteur informel en termes d'emploi et de production. Pour la plupart des pays, la main-d'œuvre de ces entreprises constitue 70 à 80 % de la main-d'œuvre non agricole. En termes de production, le secteur informel n'est pas aussi prédominant. Il contribue pour 40 à 50 % au PIB non agricole dans les PMA pour lesquels on dispose de données.

On voit donc que dans les entreprises du secteur informel la valeur ajoutée par travailleur est en moyenne inférieure à celle des entreprises du secteur formel. Le tableau comprend des estimations de l'écart moyen de productivité de la main-d'œuvre non agricole entre le secteur formel et le secteur informel, d'après leur part de l'emploi non agricole et du PIB. Dans la plupart des pays, la productivité du travail dans le secteur formel non agricole est quatre à cinq fois plus élevée que celle du secteur informel. Cet écart est analogue dans son ampleur aux estimations obtenues par des méthodes d'enquête plus précises dans d'autres pays en développement (voir OIT, 2004).

On possède peu de données sur l'évolution chronologique des tendances. Pour l'Afrique subsaharienne, Kingdon, Sandefur et Teal (2005a: 3-4) décèlent les grandes tendances suivantes: i) le volume de l'emploi salarié a augmenté en

ENCADRÉ 13. SECTEUR INFORMEL ET EMPLOI INFORMEL

Les notions de secteur informel et d'emploi informel sont aujourd'hui comprises de différentes façons (Husmanns, 2004).

Si l'on suit la définition du Système de comptabilité nationale 1993, la distinction entre secteur formel et secteur informel concerne différents types d'unité de production ou d'entreprise. Celles-ci ne sont pas groupées d'après la branche d'activité (secteur manufacturier, services) mais d'après certaines caractéristiques qu'elles possèdent en commun. Le secteur formel est constitué par les sociétés et les quasi-sociétés; le secteur informel est constitué par des entreprises appartenant à des ménages «qui ne constituent pas une personne morale distincte du ménage ou des membres du ménage auxquels elles appartiennent, et qui ne tiennent pas un ensemble complet de comptes permettant de distinguer clairement les activités de production des entreprises des autres activités de leurs propriétaires». Beaucoup d'entreprises du secteur informel appartiennent à un membre d'un ménage ou à plusieurs membres d'un même ménage et sont exploitées par eux. Mais le secteur informel comprend aussi des microentreprises qui ont en permanence un employé ou davantage, mais qui sont en dessous d'une certaine taille (qui peut être définie différemment dans les différents pays, mais qui correspond souvent à moins de cinq employés) et ne sont pas immatriculées légalement.

Aujourd'hui, l'emploi informel est considéré comme n'étant pas totalement synonyme de main-d'œuvre travaillant dans le secteur informel. En 2002, l'OIT a adopté un concept de l'emploi informel qui s'applique i) aux personnes qui travaillent dans les entreprises du secteur informel, ii) à la main-d'œuvre salariée dans des entreprises formelles mais qui n'est pas réglementée, stable et protégée, y compris les travailleurs intermittents et les journaliers, les travailleurs domestiques, les travailleurs extérieurs de l'industrie (y compris les personnes travaillant à domicile), les travailleurs non enregistrés ou non déclarés et une sous-catégorie de travailleurs temporaires ou à temps partiel (Chen, 2005).

Ce nouveau concept peut donner des relations de travail une image plus riche qu'une division dualiste de l'emploi entre les entreprises du secteur formel et celles du secteur informel, et aussi une vue complète de ce qu'implique le processus par lequel une économie devient informelle. Cependant, dans la pratique, on dispose aujourd'hui de données comparatives trop peu nombreuses pour pouvoir appliquer ce concept aux PMA. L'analyse du présent chapitre est donc axée sur l'emploi dans les entreprises du secteur informel.

On trouvera une analyse approfondie du concept et de la mesure du secteur informel et de l'emploi informel dans Charmes (1998, 2000, 2002), Schneider (2002), OIT (2002), Flodman Becker (2004), Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur informel (2004), Husmanns (2004), Chen (2005) et Havinga et Vu (2005). On trouvera une vue d'ensemble du secteur informel en Afrique et en Asie dans Xaba, Horn et Motala (2002) et Nural Amin (2002); la relation entre la différence homme-femme et l'emploi informel est examinée dans OIT (2002) et UNIFEM (2005).

TABLEAU 42. CONTRIBUTION DU SECTEUR INFORMEL À L'EMPLOI TOTAL NON AGRICOLE ET AU PIB NON AGRICOLE DANS CERTAINS PMA

	Année de l'estimation	Part de l'emploi du secteur informel dans l'emploi total non agricole (%)	Contribution du secteur informel au PIB non agricole (%)	Mémo: Écart calculé de productivité de la main-d'œuvre ^a (secteur formel/secteur informel)
PMA d'Afrique				
Bénin	1993	93	43	17,0
Burkina Faso	1992	77	..	6,0
Tchad	1993	74	45	3,6
Guinée	1994–2000	72	..	..
Mali	1989	79	42	5,1
Mauritanie	1989	75	14	18,6
Mozambique	1994	74	45	3,5
Niger	1995	..	59	..
Rép.-Unie de Tanzanie	1991	..	43	..
Sénégal	1991	76	41	4,5
Zambie	1998	58	20	1,9
PMA d'Asie				
Bangladesh	1995/96	68	..	..
Népal	1998/99	73	..	..

Source: Nural Amin 2002; Charmes 1998, 2000, 2002; Groupe de Delhi 2004; OIT 2002.

- a On a estimé l'écart calculé de productivité de la main-d'œuvre en divisant le PIB du secteur formel par travailleur par le PIB du secteur informel par travailleur.

chiffres absolus, mais pas aussi vite que la main-d'œuvre totale, ii) la part du secteur informel dans l'emploi total a augmenté rapidement. Les auteurs constatent que les économies africaines qui présentent un taux de chômage élevé ont un secteur informel relativement petit, ce qui donne à penser que le caractère informel et le chômage sont des manifestations d'un excédent de main-d'œuvre.

D'après des données concernant la République-Unie de Tanzanie, entre 1991/92 et 2000/01, la main-d'œuvre non agricole a augmenté de 2,26 millions de personnes, mais l'emploi salarié non agricole n'a augmenté que de 172 000 personnes. En Ouganda, entre 1992 et 1999/2000, la main-d'œuvre non agricole a augmenté, d'après les estimations, de 428 000 personnes mais l'emploi salarié de 82 000 personnes seulement (Kingdon, Sandefur et Teal, 2005b). Charmes (2002) indique que 93 % des nouveaux emplois en Afrique subsaharienne en général sont dans le secteur informel. L'Éthiopie est un PMA où les taux de chômage déclaré sont très élevés en zone urbaine. D'après les estimations, 39 % de la main-d'œuvre des villes étaient sans emploi en 1994 et 30 % en 1997 (Kingdon, Sandefur et Teal, 2005b). Ce phénomène concerne les jeunes en quête d'emploi, surtout dans le secteur public, avec un long délai d'attente (Serneels, 2004).

Une étude longitudinale spécifique portant sur l'accès des jeunes au marché du travail en 1980, 1990 et 2000 dans les grandes villes du Burkina Faso fait apparaître une progression du secteur informel (Calvès et Schoumaker, 2004). En 1980, 23 % des jeunes hommes de 15 à 24 ans ont trouvé leur premier emploi rémunéré dans le secteur formel. En 1990, la proportion était tombée à 15 % et en 2000 elle n'était que de 8 %. Cinq pour cent des hommes et 3 % des femmes seulement ont trouvé leur premier travail rémunéré dans le secteur formel privé en 2000.

Cinq pour cent des hommes et 3 % des femmes seulement ont trouvé leur premier travail rémunéré dans le secteur formel privé en 2000 au Burkina Faso.

2. MARCHÉ URBAIN DU TRAVAIL DANS LES ÉCONOMIES À CROISSANCE FAIBLE

Des études récentes faites en Afrique de l'Ouest donnent une image plus détaillée et plus comparable des marchés urbains du travail dans un certain nombre de PMA (Brilleau, Roubaud et Torelli, 2005). Ces études ont été faites dans sept pays en 2001-2002; elles portent sur les conditions d'emploi dans les capitales suivantes: Bamako (Mali), Cotonou (Bénin), Dakar (Sénégal), Lomé (Togo), Niamey (Niger) et Ouagadougou (Burkina Faso). Nous nous occuperons ici de quatre pays qui, si l'on reprend la terminologie du dernier chapitre, peuvent être classés parmi les «économies à croissance faible»: Bénin, Burkina Faso, Mali et Sénégal.

Ces pays ne sont pas ceux qui enregistrent les meilleurs résultats parmi les PMA. Mais depuis 1990, leur évolution économique a été relativement bonne. Le Burkina Faso n'a pas connu d'effondrement de la croissance; le Bénin et le Mali se sont développés assez rapidement dans les années 90 et se sont remis de leur récession des années 80; le Sénégal a enregistré une croissance rapide depuis 1995. Toutefois, comme le montrent les données ci-après, malgré la hausse du PIB par habitant, la création d'emplois productifs et rémunérateurs dans la capitale de ces pays a été laborieuse.

L'accent étant mis sur ces quatre pays, on peut souligner un certain nombre de caractéristiques du marché du travail dans leur capitale.

Premièrement, les entreprises du secteur informel sont la principale source d'emploi dans toutes les villes, puisqu'elles fournissent en moyenne 77 % des

emplois⁶. En moyenne, dans les quatre capitales, 12 % seulement des personnes employées le sont dans des entreprises privées du secteur formel. À Cotonou, moins de 10 % des personnes employées se trouvent dans ce genre d'entreprises (tableau 43).

Deuxièmement, le revenu mensuel moyen du secteur informel est très inférieur à celui des entreprises privées du secteur formel, et le revenu moyen de ces entreprises est très inférieur à celui de l'administration et des entreprises publiques. En moyenne, les revenus dans les entreprises du secteur informel représentent à peine plus du tiers de ceux des entreprises privées du secteur formel, et les revenus dans l'administration publique et les entreprises publiques sont supérieurs d'environ 25 et 40 % respectivement à ceux des entreprises privées du secteur formel (tableau 43).

Troisièmement, le revenu mensuel au sein des différents secteurs varie beaucoup selon le statut professionnel (tableau 44). Dans toutes les villes, les

En moyenne, les revenus dans les entreprises du secteur informel représentent à peine plus du tiers de ceux des entreprises privées du secteur formel.

TABLEAU 43. STRUCTURE DE L'EMPLOI ET DU REVENU SUR LE MARCHÉ URBAIN DU TRAVAIL DE CERTAINS PMA D'AFRIQUE, 2000-2001

	Cotonou (Bénin)	Ouagadougou (Burkina Faso)	Bamako (Mali)	Dakar (Sénégal)	Moyenne
Emploi (pourcentage de la population pourvue d'emploi)					
Administration publique	6,3	10,4	7,5	5,7	7,5
Entreprises publiques	2,2	2,3	2,5	1,8	2,2
Entreprises privées du secteur formel	9,9	11,8	11,4	15,0	12,0
Entreprises privées du secteur informel	80,3	73,4	77,5	76,4	76,9
Entreprises associatives	1,3	2,1	1,1	1,1	1,4
Revenu (moyenne mensuelle en milliers de francs CFA^a)					
Administration publique	89,5	94,7	89,4	149,7	105,8
Entreprises publiques	122,2	100,0	140,2	134,6	124,3
Entreprises privées du secteur formel	65,6	73,5	92,6	111,0	85,7
Entreprises privées du secteur informel	26,5	20,4	37,5	38,4	30,7

Source : D'après Brilleau, Roubaud et Torelli (2005).

Note : Le secteur privé formel comprend les entreprises privées du secteur formel et les entreprises connexes.

a Franc de la Communauté financière africaine.

TABLEAU 44. RÉPARTITION DES REVENUS PAR GROUPE PROFESSIONNEL SUR LE MARCHÉ URBAIN DU TRAVAIL DANS CERTAINS PMA D'AFRIQUE, 2000-2001
(Revenu mensuel moyen en milliers de francs CFA)

	Cotonou (Bénin)	Ouagadougou (Burkina Faso)	Bamako (Mali)	Dakar (Sénégal)	Moyenne
Secteur public					
Cadres	124,3	135,1	119,6	201,8	145,2
Employés/ouvriers	64,0	66,0	62,7	99,3	73,0
Apprentis/main-d'œuvre familiale	25,3	30,5	35,3	57,6	37,2
Secteur privé formel					
Cadres	97,8	172,5	157,6	238,6	166,6
Employés/ouvriers	49,9	55,0	52,4	87,9	61,3
Apprentis/main-d'œuvre familiale	17,8	19,8	27,3	40,1	26,3
Secteur informel					
Cadres	56,9	59,0	77,0	110,8	75,9
Travailleurs indépendants	32,3	23,2	40,2	50,0	36,4
Employés/ouvriers	29,6	28,7	39,5	44,3	35,5
Apprentis/main-d'œuvre familiale	3,7	8,4	11,1	12,7	9,0

Source : Voir le tableau 43,

cadres dirigeants du secteur formel enregistrent les plus hauts revenus mensuels. Dans toutes les villes à l'exception de Ouagadougou, les travailleurs indépendants du secteur informel ont un revenu qui est à peu près la moitié de celui des employés des entreprises privées et les ouvriers et employés du secteur informel gagnent encore moins. Le niveau des revenus du secteur informel signifie qu'il y a une corrélation étroite entre l'emploi dans les entreprises du secteur informel et la pauvreté urbaine.

Quatrièmement, le chômage est présent dans les quatre villes. D'après la définition donnée par le OIT, le taux moyen de chômage est de 10 %. Il est le plus élevé à Ouagadougou (15,4 %) et le plus bas à Cotonou (5,5 %). Si l'on prend une définition plus large du chômage qui englobe les travailleurs découragés, le taux moyen est de 15 %, plus d'un membre de la population active sur cinq étant sans emploi à Ouagadougou (tableau 45).

Enfin, les quatre villes enregistrent des taux très élevés de sous-emploi. Concernant le sous-emploi visible, constitué par les personnes qui travaillent moins de 35 heures par semaine, 14 % des individus ayant un emploi sont dans cette catégorie. À Ouagadougou, le taux de sous-emploi visible est de 10,6 % de la population au travail et, à Bamako, il est de 17,1 %. Le sous-emploi peut être invisible, en ce sens que des personnes peuvent travailler de longues heures mais avec une productivité exceptionnellement basse. Dans les enquêtes, on s'efforce d'estimer ce «sous-emploi invisible» en évaluant la proportion des travailleurs qui ont un revenu inférieur au salaire minimum national. D'après cette conception, dans les quatre villes, 58 % des personnes pourvues d'un emploi, en moyenne, entrent dans la catégorie du sous-emploi invisible, le maximum étant des deux tiers à Ouagadougou et le minimum étant de 45 % à Bamako (tableau 45).

Il apparaît à l'évidence que pour les quatre villes de ces économies à croissance faible, les deux tiers de la population active (personnes pourvues d'un emploi et personnes sans emploi) sont au chômage ou en sous-emploi invisible.

Si l'on rapproche ces chiffres des estimations précédentes du chômage, il apparaît à l'évidence que pour les quatre villes de ces économies à croissance faible, les deux tiers de la population active (personnes pourvues d'un emploi et personnes sans emploi) sont au chômage ou en sous-emploi invisible. Dans le meilleur des cas, Bamako, six personnes actives sur 10 sont sans emploi ou sous-employées; dans le pire des cas – Ouagadougou –, les trois quarts de la population active sont dans cette situation.

On peut ergoter sur la définition du chômage et du sous-emploi. Quoi qu'il en soit, ce que ces statistiques font apparaître très clairement c'est que le sous-emploi et l'extrême faiblesse des revenus sont des problèmes majeurs sur les

TABLEAU 45. CHÔMAGE ET SOUS-EMPLOI SUR LE MARCHÉ URBAIN DU TRAVAIL DE CERTAINS PMA D'AFRIQUE, 2000-2001
(En pourcentage de la population employée)

	Cotonou (Bénin)	Ouagadougou (Burkina Faso)	Bamako (Mali)	Dakar (Sénégal)	Average
Taux de chômage:					
Définition de l'OIT	5.5	15.4	7.1	11.7	9.9
Définition élargie	6.8	22.4	12.5	18.9	15.2
Taux du sous-emploi visible	13.4	10.6	17.1	16.2	14.3
Taux du sous-emploi invisible	61.1	66.5	45.4	57.8	57.7
Taux de chômage global	69.2	73.0	58.8	69.4	67.6

Source : Voir le tableau 43.

Note : On trouvera la définition des variables dans le texte.

marchés du travail urbains, situation qui est étroitement liée à l'insuffisance de l'emploi dans le secteur formel.

Nous avons insisté sur ces études de cas car elles sont considérées comme étant représentatives des économies qui ont connu une croissance faible. Comme les chiffres du chapitre 2 le montrent, la croissance de beaucoup de PMA a été encore inférieure à celle des pays faisant l'objet de ces études, et l'on peut supposer que la situation du marché du travail y est probablement pire. Toutefois, quelques PMA ont enregistré une croissance meilleure. Dans ces économies, il est possible de créer un cercle vertueux associant l'expansion du secteur formel et l'évolution vers une productivité plus élevée et des activités plus rémunératrices dans l'économie informelle. La nature de ce cercle vertueux, qui est étroitement liée aux possibilités découlant de l'expansion de la demande, sera examinée dans le chapitre 7.

E. Conclusions

Le message fondamental du présent chapitre est que la décennie actuelle est une décennie de transition pour bien des PMA. Par le passé, la croissance de la main-d'œuvre agricole était toujours supérieure à celle de la main-d'œuvre non agricole. Mais dans la période 2000-2010, dans 24 pays sur 50, la croissance de la population active cherchant du travail en dehors de l'agriculture devrait dépasser la croissance de la population active cherchant du travail dans l'agriculture. Pour l'ensemble des PMA, cette décennie est la première dans laquelle la croissance de la population active en dehors de l'agriculture sera supérieure à celle de la population active dans l'agriculture. La tendance globale est fortement illustrée par ce qui se passe au Bangladesh. Dans les PMA africains, 46 % de l'accroissement de la population active devrait, selon les prévisions, intervenir en dehors de l'agriculture, et 45 % dans les PMA d'Asie autres que le Bangladesh.

Cette transition est associée à l'urbanisation croissante, mais elle reflète aussi le fait que le mécanisme traditionnel permettant de donner du travail au volume croissant de la main-d'œuvre devient de plus en plus limité. Ce mécanisme consiste à mettre davantage de terres en culture. Par le passé, il a permis une absorption productive de la main-d'œuvre, même si la productivité agricole n'augmentait que très lentement. Cependant, on constate une tendance générale à la baisse de la surface agricole par travailleur et la concentration d'une plus forte proportion de population sur des terres fragiles. En outre, même dans les pays riches en terres, étant donné les inégalités d'accès à la terre, les paysans les plus pauvres n'ont guère accès à la terre. Par conséquent, quels que soient les facteurs d'attraction, moteurs de l'urbanisation, il y aura de plus en plus de facteurs de répulsion à mesure que des gens de plus en plus nombreux éprouveront des difficultés à vivre décemment de l'agriculture.

Beaucoup de PMA possèdent des ressources agricoles encore sous-exploitées (produits pharmaceutiques tirés des plantes et potentiel de production de biocombustible; voir Sachs, 2005). Par ailleurs, l'écart de productivité agricole entre les PMA et d'autres pays en développement signifie qu'il y a de grandes possibilités d'améliorer la productivité agricole. Dans ces conditions, de nombreux PMA doivent passer de la culture extensive (fondée sur l'extension des surfaces cultivées) à une culture intensive fondée sur l'augmentation des rendements et une intensification durable. Cette progression sera difficile à réaliser chez les petits exploitants démunis de facteurs de production, car elle exige davantage de capital et d'investissement privé. Elle exigera aussi un plus

Dans les PMA africains, 46 % de l'accroissement de la population active devrait, selon les prévisions, intervenir en dehors de l'agriculture, et 45 % dans les PMA d'Asie autres que le Bangladesh.

De nombreux PMA doivent passer de la culture extensive (fondée sur l'extension des surfaces cultivées) à une culture intensive fondée sur l'augmentation des rendements et une intensification durable.

gros investissement public dans les infrastructures rurales et dans la recherche-développement agricole, ainsi qu'une amélioration des marchés pour les facteurs de production, la production agricole et le financement saisonnier. En outre, il sera nécessaire aussi de créer des emplois plus productifs en dehors de l'agriculture, en zone rurale comme en zone urbaine.

Le problème auquel la plupart des PMA sont confrontés est que non seulement ils ont des difficultés à améliorer la productivité agricole, mais aussi qu'ils ont de grosses difficultés à absorber de façon productive en dehors de l'agriculture une main-d'œuvre grandissante. La tendance dans la plupart des PMA est à la diminution de la productivité du travail en dehors de l'agriculture, qui découle de l'inaptitude à créer des emplois formels suffisants et de la prolifération des emplois dans des activités marginales de menus services. La main-d'œuvre augmente en dehors de l'agriculture, mais elle n'est pas employée de façon productive. La question clef qui se pose aux pouvoirs publics est la suivante: les politiques actuelles peuvent-elles rectifier ces tendances et, dans la négative, quelle est la solution?

Une intensification durable des activités agricoles et la création d'emplois productifs en dehors de l'agriculture exigeront une accumulation accrue de capitaux et d'apprentissage technologique ainsi que de l'innovation dans de nouveaux secteurs pour créer des changements structurels. Les trois chapitres qui vont suivre sont axés sur trois obstacles principaux à ce développement des capacités productives – infrastructure, institutions et absence de stimulants découlant d'une demande effective – avant de passer aux considérations de politique générale.

Une intensification durable des activités agricoles et la création d'emplois productifs en dehors de l'agriculture exigeront une accumulation accrue de capitaux et d'apprentissage technologique ainsi que de l'innovation dans de nouveaux secteurs pour créer des changements structurels.

Notes

1. On trouvera une analyse de la pénurie sévère de données sur l'offre de main-d'œuvre en Afrique subsaharienne dans Sender, Cramer et Oya (2005). Concernant l'Asie, la Banque asiatique de développement (2005:5) souligne que le problème réside dans l'absence de comparabilité des données entre les pays par suite de divergences dans l'étendue et la portée des études sur la main-d'œuvre, la population de référence, la période de référence pour laquelle on détermine le statut de la main-d'œuvre et les définitions de ce statut.
2. Cette progression correspond à la taille du Bangladesh qui, en 2000, représentait 22 % de la main-d'œuvre totale.
3. Atkinson (2005) indique, à l'aide de données de l'Université de Kassels, qui classe 140 pays d'après la proportion de leur territoire affectée de stress hydrique sévère, que la plupart des PMA sont au bas de l'échelle, à l'exception du Népal, du Niger, du Soudan, de la Somalie, de l'Éthiopie et du Bangladesh.
4. On trouvera une analyse complète des tendances dans Crawford et al. (2003).
5. L'OIT a amorcé un certain nombre d'études qui explorent le lien entre la croissance, l'emploi et la pauvreté dans un programme de travail mené, en partie, en collaboration avec le PNUD et avec l'aide de la SIDA. Ces études portent sur un certain nombre de PMA, notamment le Bangladesh (Muqtada, 2003; Rahman et Islam, 2003; Islam, 2004), l'Éthiopie (Demeke, Guta et Ferede, 2003; Denu, Tekeste et van der Deijl, 2005), l'Ouganda (Kabann et al., 2003) et le Mozambique (Bruck et van der Broeck, 2006). Il demeure difficile de faire une analyse comparée à cause des différences dans les définitions et dans la comparabilité des études sur la main-d'œuvre (voir Khan, 2005). Toutefois, les résultats de ces études confirment l'importance de la création d'emplois productifs en tant que lien indispensable entre la croissance à l'échelle macro-économique et la réduction de la pauvreté à l'échelon des ménages (Islam, 2004; Osmani, 2005).
6. Les entreprises du secteur informel sont définies dans le présent contexte comme des unités de production non immatriculées en bonne et due forme ni comptabilité écrite formelle.

Bibliographie

- Acharya, S. (2004). Measuring and Analyzing Poverty (with a particular reference to the case of Nepal). *European Journal of Comparative Economics*, vol. 1, n° 2, pp. 195-215.
- André, C. et Platteau, J.P. (1996/97). Land tenure under unendurable stress: Rwanda caught in the Malthusian trap. Cahiers de la Faculté des sciences économiques et sociales de Namur, Série Recherche n° 164, Namur, Belgique.
- Banque asiatique de développement (2005). *Labor Markets in Asia: Promoting Full, Productive, and Decent Employment*, Manille.
- Atkinson, A. (2005). Current state and recent trends in natural resource endowment in the least developed countries. Document d'information rédigé pour le Rapport 2006 sur les pays les moins avancés, CNUCED, Genève.
- Barrett, C.B., Carter, M.R. et Little, P.D. (2006). Understanding and reducing persistent poverty in Africa: Introduction to a special issue. *Journal of Development Studies*.
- Boreak, S. (2000) Land ownership, sales and concentration in Cambodia: A preliminary review of secondary data and primary data from four recent surveys, *Cambodia Development Resource Institute, Working Paper 16*.
- Brilleau, A., Roubaud, F. et Torelli, C. (2005). L'emploi, le chômage et les conditions d'activité. Enquête 1-2-3 phase 1, STATECO 99: 41-86.
- Bruck, T. et van der Broeck, K. (2006). Growth, employment and poverty in Mozambique, *Issues in Employment and Poverty*. Document de travail n° 21, OIT, Genève.
- Calvès, A-E et Schoumaker, B. (2004). Deteriorating economic context and changing patterns of youth employment in urban Burkina Faso: 1980-2000. *World Development*, 32 (8), pp. 1341-1354.
- Charmes, J. (1998). Women working in the informal sector in Africa: New methods and new data. Document rédigé pour la Division de statistiques de l'ONU, Programme de développement intégrant hommes et femmes (PNUD) et projet «Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing» (WIEGO).
- Charmes, J. (2000). The contribution of informal sector to GDP in developing countries: Assessment, estimates, methods, orientations for the future. Quatrième réunion du Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur informel, Genève, 28-30 août 2000.
- Charmes, J. (2002). Méthodes d'estimation et d'enquête pour le secteur informel, Université de Versailles, Versailles, France.
- Chen, M.A. (2005). Rethinking the informal economy. Linkages with the formal economy and the formal regulatory environment. Document présenté à la conférence consacrée au thème «Unlocking Human Potential “ Linking the Informal and Formal Sectors», organisée à Helsinki les 17 et 18 Septembre 2004, document n° 2005/10. Groupe d'experts sur les questions de développement de l'Université des Nations Unies/Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER).
- Crawford, E., et al (2003). Input use and market development in sub-Saharan Africa: An overview. *Food Policy* 28, 277-292.
- Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur informel (2004). Sous-Comité des statistiques, première session, Bangkok, 18-20 février 2004.
- Demeke, M. Guta, F. et Ferede, T. (2003). Growth, employment, poverty and policies in Ethiopia, *Issues in Employment and Poverty Document n° 21*, OIT, Genève.
- Denu, B., Tekeste, A. et van der Deijl, H. (2005). Characteristics and determinants of youth unemployment, underemployment and inadequate employment in Ethiopia. *Employment Strategy Papers*, 2005/07, OIT, Genève.
- Ellis, F. (2004). Occupational diversification in developing countries and the implications for agricultural policy. Programme of Advisory and Support Services to DFID (PASS), Project No. WB0207.
- Ellis, F. (2005). Small-farms, livelihood diversification and rural-urban transitions: Strategic issues in sub-Saharan Africa. Document rédigé pour l'atelier de recherche sur l'avenir des petites exploitations organisé par l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) et l'Overseas Development Institute (ODI), Londres, 26-29 Juin, 2005.
- FAO (2002). Le rôle de l'agriculture dans le développement des pays les moins avancés et leur intégration à l'économie mondiale, Rome, FAO.
- Flodman Becker, K. (2004). The informal economy. Fact finding study. Département pour l'infrastructure et la coopération économique, SIDA, Suède.
- Gore, C.G. (1994). Social exclusion and Africa south of the Sahara: A review of the literature, Institut international d'études sociales, document de travail 62, OIT, Genève.
- Gurrieri, A. et Sáinz, P. (2003). Employment and structural mobility. Revisiting a Prebischian theme. *CEPAL Review*, 80, août 2003, CEPALC, Santiago.
- Gouvernement d'Haïti (2005). Développement rural en Haïti: Diagnostic et axes d'intervention – Rapport de synthèse. Rapport établi par le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural et par la Banque mondiale.

- Havinga, I. et Vu, V. (2005). Informal sector in the 1993 system of national accounts. Document rédigé pour l'atelier ONU/CESAP sur l'actualisation du SCN de 1993, Bangkok, avril 2005. CESAP, Bangkok.
- Hossain (2004). Poverty alleviation through agriculture and rural development in Bangladesh. Centre for Policy Dialogue, Paper 39. Dhaka, Bangladesh.
- Husmanns, R. (2004). Measuring the informal economy: From employment in the informal sector to informal employment. Document de travail n° 53, Bureau de statistique, Bureau international du Travail, Genève.
- OIT (2002). Women and men in the informal economy: A statistical picture. Document de travail du Secteur de l'emploi, Bureau international du Travail, Genève.
- OIT (2004). Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-2005: Emploi, productivité et réduction de la pauvreté, Bureau international du Travail, Genève.
- Islam, R. (2004). The nexus between economic growth, employment and poverty reduction: An empirical analysis. Issues in Employment and Poverty. Document de travail n° 14, OIT, Genève.
- Jayne, T.S., et al (2003). Smallholder income and land distribution in Africa: Implications for poverty reduction strategies, *Food Policy*, 28, 253-275.
- Kabann, I.B. et al. (2003). Economic growth, employment and pro-poor policies in Uganda. Issues in Employment and Poverty. Document de travail n° 16, OIT, Genève.
- Khan, A.R. (2005). Growth, employment and poverty: An analysis of the vital nexus based on some recent UNDP and ILO/SIDA studies. Issues in Employment and Poverty. Document de travail n° 19, OIT, Genève.
- Kingdon, G., Sandefur, J. et Teal, F. (2005a). Labour market flexibility, wages and incomes in sub-Saharan Africa in the 1990s. Centre for the Study of African Economies. Département d'économie, Université d'Oxford, R.U.
- Kingdon, G., Sandefur, J. et Teal, F. (2005b). Patterns of labor demand in sub-Saharan Africa: A Review paper. Africa Region " employment issues " regional stocktaking review. Centre for the Study of African Economies Study, Département d'économie, Université d'Oxford, R.U.
- Muqtada, M. (2003). Promotion of employment and decent work in Bangladesh: Macroeconomic and labour policy considerations. Département de la stratégie en matière d'emploi, Organisation internationale du Travail, Genève.
- Nural Amin, A.T.M. (2002). The informal sector in Asia from the decent work perspective. Series on the Informal Economy, 4, Bureau international du Travail, Genève.
- Osmani, S.R. (2005). *The Employment Nexus between Growth and Poverty: An Asian Perspective*, Stockholm, études de la SIDA.
- Rahman, R.I. et Nabiul Islam, K. (2003). Employment poverty linkages: Bangladesh. Issues in Employment and Poverty. Document de travail n° 10, Organisation internationale du Travail, Genève.
- Ranis, G. et Stewart, F. (1999) V-Goods and the role of the urban informal sector in development. *Economic Development and Cultural Change*, 47(2), janvier 1999, 259-288.
- Ros. J. (2000). *Development Theory and the Economics of Growth*, University of Michigan Press, Ann Arbor, États-Unis.
- Sachs, I. (2005). Expensive Oil: For least developed countries a Quidproquo of a curse and blessing in disguise. Document d'information rédigé pour le Rapport 2006 sur les pays les moins avancés, CNUCED, Genève.
- Schneider, F. (2002). Size and measurement of the informal economy in 110 countries around the world. Document présenté au cours d'un atelier de l'Australian National Tax Centre, Canberra, Australie, 17 Juillet 2002.
- Sender, J., Cramer, C., et Oya, C. (2005). Unequal prospects: Disparities in the quantity and quality of labour supply in sub-Saharan Africa. Centre d'études africaines, document de travail 62, Leyde.
- Serneels, P. (2004). The nature of unemployment in urban Ethiopia. Centre for the Study of African Economies, Université d'Oxford, R.U.
- CNUCED (2002). Rapport 2002 sur les pays les moins avancés: Échapper au piège de la pauvreté, publication des Nations Unies, n° de vente F.02.II.D.13, Genève et New York.
- PNUD (2004). *The Macro-Economics of Poverty Reduction in Nepal*, New York.
- UNIFEM (2005). *Progress of the World's Women: Women, Work and Poverty*, New York, UNIFEM.
- Banque mondiale (2003). Improving livelihoods on fragile lands, chapter 4, pp. 59-82, Rapport sur le développement dans le monde, 2003, *Sustainable Development in a Dynamic World*, Washington.
- Xaba, J., Horn, P. et Motala, S. (2002). Informal sector in sub-Saharan Africa. Séries on the Informal Economy, 10, OIT, Genève.